

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) : 4ÈME AFFECTATION 2023 ET AVENANTS

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	6
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	11
<u>Annexe 1 - Tableau de délibération</u>	12
<u>Annexe 2 - Echéanciers financiers prévisionnels contrats d'aménagement régionaux</u>	14
<u>Annexe 3 - Fiches projets contrats d'aménagement régionaux</u>	17
<u>Annexe 4 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional de Lieusaint</u>	100
<u>Annexe 5 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional de Montereau-Fault-Yonne</u>	102
<u>Annexe 6 - Fiche projet modifiée EX028039 Asnières-sur-Seine</u>	105
<u>Annexe 7 - Réaffectation subvention "Maison des arts et de l'artisanat" rattachée au contrat régional de Briis-sous-Forges</u>	108
<u>Annexe 8 - Réaffectation subvention "Construction d'un café citoyen" rattachée au contrat régional de Briis-sous-Forges</u>	113

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par ce rapport, la commission permanente est invitée à se prononcer sur l'aide régionale « contrat d'aménagement régional » (CAR).

1 - Nouveaux contrats d'aménagement régionaux

Le présent rapport propose la conclusion de 6 nouveaux contrats d'aménagement régionaux. Le montant global prévisionnel de la dotation régionale s'élève à **5 733 256,41 €** et il est proposé l'affectation d'un montant de **5 733 256,41 €** d'autorisations de programme, en faveur d'opérations inscrites dans les contrats d'aménagement régionaux de communes situées en :

Seine-et-Marne (77) : commune de Saint-Pierre-lès-Nemours
Yvelines (78) : commune de Bonnières-sur-Seine
Essonne (91) : communes de Montgeron et Saint-Germain-lès-Arpajon
Val d'Oise (95) : communes de Franconville et Montmorency

2 - Affectation portant sur des contrats d'aménagement régionaux votés antérieurement

De plus, il est proposé d'affecter un montant total de **8 412 227,47 €** d'autorisations de programme en faveur de 25 opérations inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux votés antérieurement à la délibération proposée dans le présent rapport. Il s'agit des communes ou structures intercommunales situées en :

- Seine-et-Marne (77) : communes de Dammarie-les-Lys et La Grande-Paroisse
- Yvelines (78) : CA Versailles Grand Parc, communes d'Auffargis, Croissy-sur-Seine, Garancières, Maule et Villepreux
- Essonne (91) : CA Cœur d'Essonne Agglomération, communes de Ballainvilliers, Corbeil-Essonnes et Mennecy
- Hauts-de-Seine : EPT Vallée Sud Grand Paris et commune de Gennevilliers
- Seine-Saint-Denis (93) : communes de Gournay, Neuilly-Plaisance et Villetaneuse
- Val-de-Marne (94) : commune de Chennevières-sur-Marne

3 - Désaffectation d'une autorisation de programme pour une opération votée antérieurement et rattachée au contrat d'aménagement régional de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77)

Par délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020, la commission permanente a approuvé le contrat d'aménagement régional de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne comprenant huit opérations pour un montant total de subventions de 595 0365,70 €. A ce jour, quatre opérations sont soldées (opérations n° EX049295, EX049296, EX049297 et EX049298) et deux sont en cours (opérations n° EX049302 et EX49303).

Par courrier en date du 30 mars 2023, la commune de Moret-Loing-et-Orvanne a informé la Région de l'abandon des opérations n° EX049305 « réhabilitation du conservatoire de musique de Veneux-les-Sablons » pour un montant de 28 144 € et n° EX049294 « travaux de réfection et de valorisation du centre d'activités communales » pour un montant de 83 880 €. Aucun acompte n'a été versé pour ces deux opérations.

Seule une autorisation de programme a été affectée pour l'opération n° EX049305 (délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021). En conséquence, il est proposé de désaffecter ladite autorisation de programme pour un montant de 28 144 €.

4 - Divers avenants et modifications

4.1 Avenant n° 1 de prorogation au contrat d'aménagement régional de la commune de Lieusaint (77)

Un avenant est présenté concernant le contrat d'aménagement régional de la commune de Lieusaint (77) voté par délibération régionale n° CP 2020-373 du 23 septembre 2020.

Après demande de la commune, pour permettre la bonne exécution et mener à terme ce contrat d'aménagement régional, il est proposé de proroger sa validité d'une année, comme autorisé par le règlement.

4.2 Avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional de la commune de Montereau-Fault-Yonne (77)

Dans l'objectif d'en modifier le contenu, un avenant est présenté concernant le contrat d'aménagement régional de la commune de Montereau-Fault-Yonne adopté par délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021.

La commune souhaite substituer pour un montant équivalent, l'opération « aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » par l'opération « réhabilitation de la cuisine centrale ». En effet, la commune a pu obtenir pour l'aménagement du parvis de la collégiale, des subventions auprès de partenaires institutionnels conduisant ainsi à optimiser le financement de l'opération et à proposer à la Région Ile-de-France le remplacement de cette opération par une nouvelle opération portant sur la réhabilitation de la cuisine centrale.

Le projet étant modifié de manière substantielle, il est proposé un avenant au contrat d'aménagement régional, la désaffectation de l'autorisation de programme votée par délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 d'un montant de 185 133 € en faveur de l'opération n° EX056239 « aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de **185 133 €** en faveur de l'opération n° EX073710 « réhabilitation de la cuisine centrale ».

4.3 Modification de la fiche-projet n° EX028039 rattachée au contrat d'aménagement régional de la commune d'Asnières-sur-Seine (92)

Par délibération n° CP 2018-138 du 16 mars 2018, la commission permanente a approuvé le contrat d'aménagement régional de la commune d'Asnières-sur-Seine. L'une des opérations de ce contrat concerne la « requalification de l'hyper-centre et la reconstruction de la halle du marché de la place des victoires » pour laquelle une dotation maximum de 700 000 € a été votée.

Il est proposé de modifier le descriptif de l'opération figurant dans la fiche projet correspondante. En effet, la partie portant sur les travaux du parking et de ses abords est supprimée car sa réalisation n'est prévue qu'en 2025 au terme de fouilles archéologiques. L'ensemble des autres mentions demeurent inchangées, y compris le taux d'intervention de la Région et le montant de la subvention.

5. Réaffectation d'attributions sur avis du médiateur du conseil régional d'Ile-de-France

Par délibération n° CP 10-568 du 10 juillet 2010, la commission permanente a approuvé le contrat régional de la commune de Briis-sous-Forges (91) comprenant 6 opérations pour un montant total de 1 106 965,93 €.

Parmi ces opérations figurent l'opération n° 09005898 « construction d'une maison des arts et de

l'artisanat » d'un montant de subvention de 201 466,07 € et l'opération n° 09005900 « construction d'un café citoyen » d'un montant de subvention de 115 081,53 € affectées par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015.

A ce jour, ces deux opérations ont fait l'objet de versement d'acomptes comme suit :

- « construction d'une maison des arts et de l'artisanat » : acompte de 57 403,16 € versé, soit un solde maximum de subvention de 144 062,91 € ;
- « construction d'un café citoyen » : acompte de 13 632,73 € versé, soit un solde maximum de subvention de 101 448,80 €.

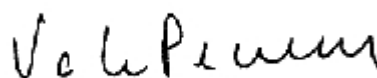
Ces opérations sont caduques depuis le 18 janvier 2023 et le solde des subventions représentant un montant total de 245 511,71 € n'a pas pu être versé à la commune car les travaux ne sont toujours pas achevés. En effet, la commune de Briis-sous-Forges a dû faire face à de nombreux problèmes de chantiers (faillite d'entreprises, procédure de substitution du maître d'œuvre ...) auxquels s'est ajoutée la crise sanitaire.

Suite à la saisine du médiateur du conseil régional d'Île-de-France et à son avis en date du 21 mars 2023, il est proposé de réaffecter au bénéfice de la commune de Briis-sous-Forges, le solde de la subvention de l'opération n° 09005898 « construction d'une maison des arts et de l'artisanat » pour un montant de 144 062,91 € et le solde de la subvention de l'opération n° 09005900 « construction d'un café citoyen » pour un montant de 101 448,80 €, ce qui représente un total de 245 511,71 €.

Le présent rapport mobilise ainsi un montant total d'affectations de **14 576 128,59 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) : 4ÈME AFFECTATION 2023 ET AVENANTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 10-568 du 10 juillet 2010 relative au contrat régional de la commune de Briis-sous-Forges (91), la saisine du médiateur de la Région Île-de-France par la commune de Briis-sous-Forges le 28 février 2023 et sa réponse par courriel le 21 mars 2023 en faveur d'une réaffectation du solde des subventions relatives aux opérations n° 09005898 et n° 09005900 ;

VU la délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015 relative à l'affectation des autorisations de programme des opérations n° 09005898 et n° 09005900 rattachées au contrat régional de la commune de Briis-sous-Forges (91)

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains, contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-138 du 16 mars 2018 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional de la commune d'Asnières-sur-Seine (92) ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats, attribution de subventions, réaffectations et avenants ;

VU la délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77) ;

VU la délibération n° CP 2020-373 du 23 septembre 2020 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional de la commune de Lieusaint (77) ;

VU la délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 relative à l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération n° EX049305 rattachée au contrat d'aménagement régional de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77) et à l'approbation du contrat d'aménagement régional de la commune de Montereau-Fault-Yonne (77) ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2022-025 du 19 mai 2022 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4^{ème} affectation pour 2021 et avenant - signalétique régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-213 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif « **contrat d'aménagement régional** »,

d'une part, de conclure avec 6 communes, pour les opérations citées en annexe 1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 modifiée susvisée.

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **5 733 256,41 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et

services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif « **contrat d'aménagement régional** », de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) susvisés.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux approuvés par les délibérations susvisées, à la signature d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **8 412 227,47 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 3 :

Décide, à la demande du bénéficiaire, de retirer les subventions relatives aux opérations n° EX049294 « travaux de réfection et de valorisation du centre d'activités communales » d'un montant de 83 880 € et n° EX049305 « réhabilitation du conservatoire de musique de Veneux-les-Sablons » pour un montant de 28 144 €, attribuées à la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77) par délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 et affectée par délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 s'agissant de l'opération n° EX049305 « réhabilitation du conservatoire de musique de Veneux-les-Sablons » .

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante à l'opération n° EX049305 « réhabilitation du conservatoire de musique de Veneux-les-Sablons » d'un montant de **28 144 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 4 :

Approuve l'avenant n° 1 de prorogation au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Lieusaint (77) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Décide, à la demande du bénéficiaire, de retirer la subvention relative à l'opération n° EX056239 « aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » attribuée à la commune de Montereau-Fault-Yonne (77) par délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 à hauteur de 185 133 €.

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante d'un montant de **185 133 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction

51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 6 :

Approuve l'avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Montereau-Fault-Yonne (77) figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet n° EX073710 « réhabilitation de la cuisine centrale » figurant en annexe 3, inscrite dans l'avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional défini ci-dessus.

Subordonne le versement de la subvention liée, à la signature d'une convention conforme à la convention de réalisation type approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **185 133 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 7 :

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX028039 telle qu'elle figure en annexe n° 6 de la délibération. Cette fiche-projet se substitue à celle adoptée par délibération n° CP 2018-138 du 16 mars 2018.

Article 8 :

Au regard des recommandations du médiateur de la région Île-de-France susvisées et de la fiche projet figurant en annexe 7, décide dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération », de réaffecter une subvention de 144 062,91 € pour l'opération « construction d'une maison des arts et de l'artisanat » au bénéfice de la commune de Briis-sous-Forges (91) approuvée par délibération n° CP 10-568 du 10 juillet 2010.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion avec son bénéficiaire, d'un avenant à la convention de réalisation figurant en annexe 7 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **144 062,91 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 9 :

Au regard des recommandations du médiateur de la région Ile-de-France susvisées et de la fiche projet figurant en annexe 8 décide dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération », de réaffecter une subvention de 101 448,80 € pour l'opération « construction d'un café citoyen » au bénéfice de la commune de Briis-sous-Forges (91) approuvée par délibération

n° CP 10-568 du 10 juillet 2010.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion avec son bénéficiaire, d'un avenant à la convention de réalisation figurant en annexe 8 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **101 448,80 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

Article 10 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 (alinéa 3) du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Tableau de délibération

77 SEINE-ET-MARNE			
SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	EX073724	Rénovation de 3 bâtiments publics (école élémentaire des Hauts de St-Pierre, école maternelle de la Fontaine sèche et hôtel de ville)	205 241,92 €
	EX073763	Réfection et mise en accessibilité de la rue de la demie-lieue	234 616,25 €
	Total subvention		439 858,17 €
78 YVELINES			
BONNIERES-SUR-SEINE	EX073772	Réhabilitation de l'école élémentaire Albert Anne : remplacement des menuiseries extérieures	710 056,00 €
	EX073771	Réfection de la toiture du centre de loisirs Georgette Agutte	89 944,00 €
	Total subvention		800 000,00 €
91 ESSONNE			
MONTGERON	EX073798	Rénovation énergétique et aménagement intérieur de l'hôtel de ville	257 561,55 €
	EX073944	Création d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) à l'école élémentaire Ferdinand Buisson	735 836,69 €
	Total subvention		993 398,24 €
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	EX074299	Extension, restructuration et réhabilitation du groupe scolaire Joliot Curie	600 000,00 €
	EX074298	Rénovation de l'hôtel de ville	400 000,00 €
	Total subvention		1 000 000,00 €
95 VAL D'OISE			
FRANCONVILLE	EX073831	Réhabilitation et extension du groupe scolaire René Watrelot	800 000,00 €
	EX073830	Réhabilitation du centre municipal de santé	200 000,00 €
	Total subvention		1 000 000,00 €
MONTMORENCY	EX073835	Restructuration du groupe scolaire Jules Ferry	750 000,00 €
	EX073834	Réalisation d'un accueil de loisirs	250 000,00 €
	EX073833	Bonus environnemental et de performance énergétique lié au groupe scolaire Jules Ferry	500 000,00 €
	Total subvention		1 500 000,00 €
TOTAL GENERAL			5 733 256,41 €

Annexe 2 - Echéanciers financiers prévisionnels contrats d'aménagement régionaux

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Rénovation de 3 bâtiments publics (école élémentaire des Hauts de St- Pierre, école maternelle, HDV)	488 554,91	488 554,91	316 004,91	172 550,00	0,00	42,01%	205 241,92
Réfection et mise en accessibilité de la rue de la demie-lieue	469 232,50	469 232,50	469 232,50	0,00	0,00	50%	234 616,25
TOTAL	957 787,41	957 787,41	785 237,41	172 550,00	0,00		
Dotation prévisionnelle maximum Région			392 618,71	47 239,46	0,00		439 858,17

ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL
CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BONNIERES-SUR-SEINE (78)

OPÉRATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA RÉGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION			DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMUM RÉGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Réhabilitation de l'école élémentaire Albert Anne - remplacement des menuiseries extérieures	1 498 006,00	1 420 112,00	1 420 112,00	0,00	0,00	50,00 %	710 056,00
Réfection de la toiture du centre de loisirs Georgette Agutte	179 888,00	179 888,00	0,00	179 888,00	0,00	50,00 %	89 944,00
TOTAL	1 677 894,00	1 600 000,00	1 420 112,00	179 888,00	0,00		
Dotation prévisionnelle maximum Région			710 056,00	89 944,00	0,00		800 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE MONTGERON (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Rénovation énergétique et aménagement intérieur de l'Hôtel de ville	515 123,10 €	515 123,10 €	309 073,86 €	206 049,24 €		50%	257 561,55 €
Construction d'un ALSH - école élémentaire Ferdinand Buisson	1 713 605,00 €	1 471 673,37 €		883 004,00 €	588 669,37 €	50%	735 836,69 €
TOTAL	2 228 728,10 €	1 986 796,47 €	309 073,86 €	1 089 053,24 €	588 669,37 €		
Dotation prévisionnelle maximum Région			154 536,93	544 526,62	294 334,69		993 398,24

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville	1 060 000,00	800 000,00	400 000,00	400 000,00		50%	400 000,00
Extension, restructuration et réhabilitation du groupe scolaire Joliot Curie	3 053 795,00	1 200 000,00	300 000,00	900 000,00		50%	600 000,00
TOTAL	4 113 795,00	2 000 000,00	700 000,00	1 300 000,00	0,00		
Dotation prévisionnelle maximum Région			350 000,00	650 000,00	0,00		1 000 000,00

ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL
CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE FRANCONVILLE (95)

OPÉRATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA RÉGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION				DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMUM RÉGIONALE	
			2023	2024	2025	2026	Taux %	Montant en €
Réhabilitation et extension du groupe scolaire Watrelot	8 107 078,27	1 600 000,00	153 039,06	765 195,32	681 765,62	0,00	50%	800 000,00
Réhabilitation du centre municipal de santé	1 680 304,62	400 000,00	121 921,12	278 078,88	0,00	0,00	50%	200 000,00
TOTAL	9 787 382,89	2 000 000,00	274 960,18	1 043 274,20	681 765,62	0,00		
Dotation prévisionnelle maximum Région			137 480,09	521 637,10	340 882,81	0,00		1 000 000,00

ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL
CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE MONTMORENCY (95)

OPÉRATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA RÉGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION				DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMUM RÉGIONALE	
			2023	2024	2025	2026	Taux %	Montant en €
Restructuration du groupe scolaire Jules Ferry	5 893 133,00	1 500 000,00	375 000,00	900 000,00	225 000,00		50%	750 000,00
Réalisation d'un accueil de loisirs	3 077 405,00	500 000,00	125 000,00	300 000,00	75 000,00		50%	250 000,00
Bonus environnemental et de performance énergétique lié au groupe scolaire Jules Ferry	1 349 480,00	1 000 000,00	250 000,00	600 000,00	150 000,00		50%	500 000,00
TOTAL	10 320 018,00	3 000 000,00	750 000,00	1 800 000,00	450 000,00			
Dotation prévisionnelle maximum Région			375 000,00	900 000,00	225 000,00			1 500 000,00

Annexe 3 - Fiches projets contrats d'aménagement régionaux

DOSSIER N° EX061930 - CAR - OPERATION COEUR DE VILLE (phase 3) REQUALIFICATION DE LA RUE HENRI BARBUSSE - DAMMARIE-LES-LYS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS

Adresse administrative : 26 RUE CHARLES DE GAULLE
77190 DAMMARIE LES LYS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Gilles BATTAIL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Dammarie-les-Lys (22 177 habitants - INSEE 2018) propose l'opération Cœur de ville (phase 3) requalification de l'avenue Henri Barbusse.

La commune a lancé en 2017 une importante opération de réaménagement de son centre-ville, dénommé projet "Cœur de ville", dont les principaux objectifs sont de valoriser le cadre de vie, préserver et développer l'activité commerciale, renforcer l'identité cœur de ville/village, améliorer la communication et la circulation entre quartiers en clarifiant les usages et les modes de circulation et compléter l'offre de logements en centre-ville, encadrée par un cahier de prescriptions architecturales.

Le projet de requalification urbaine est composé de 4 phases opérationnelles, dont le précédent CAR a accompagné les phases 1 et 2 (création de la rue Beltrame et requalification du Parc de l'hôtel de ville). La présente opération qui s'inscrit dans la phase 3 du projet et consiste à requalifier la rue Henri Barbusse.

Artère importante du vieux Dammarie-les-Lys, cette voirie relie le centre-ville au château et au parc Soubiran. Sa requalification vise à relier les places Mazet et de l'église, les parcs du centre-ville entre eux en les rendant facilement accessibles. Le projet permettra une meilleure déambulation piétonne (élargissement d'un trottoir) tout en conservant le passage des bus. Le revêtement sera choisi dans la continuité des autres aménagements, les entrées charretières seront matérialisées par du pavé en grés

de Fontainebleau comme pour les phases précédentes, conformément aux prescriptions paysagères de l'Architecte des Bâtiments de France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 763 984 € HT, plafonné à 500 000 € HT.

Localisation géographique :

 DAMMARIE-LES-LYS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie, stationnements, espaces publics	571 314,00	74,78%
Espaces verts et plantations	127 400,00	16,68%
Enfouissement des réseaux	65 270,00	8,54%
Total	763 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	32,72%
DEPARTEMENT 77 (Fonds d'aménagement communal) - sollicité	260 000,00	34,03%
COMMUNE	253 984,00	33,24%
Total	763 984,00	100,00%

DOSSIER N° EX069557 - CAR - REHABILITATION DE LA SALLE DES FETES - COMMUNE DE LA GRANDE PAROISSE

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	309 214,45 € HT	50,00 %	154 607,22 €
Montant total de la subvention			154 607,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GRANDE PAROISSE

Adresse administrative : MAIRIE
77130 LA GRANDE-PAROISSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Emmanuel LEDOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 août 2022 - 30 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond à la date de dépôt de la demande de subvention sur MesDémarches.

Description :

La commune de La Grande Paroisse (2 833 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Réhabiliter la salle des fêtes ».

La salle polyvalente se situe au cœur du village à proximité des équipements communaux, d'un espace public ouvert et d'habitations.

Ce bâtiment atypique est constitué d'un corps principal couvert de tuiles. Les équipements techniques intérieurs sont désuets et inadaptés pour des spectacles modernes et plus ambitieux. L'entrée est mal définie, les équipements et installations vieillissants et l'espace cuisine n'est plus praticable.

Le projet consiste ainsi à rénover le hall, réagencer les espaces intérieurs (création d'une cuisine dans un espace fermé, local d'entretien et stockage, espaces de convivialité, rénovation des vestiaires et sanitaires) et à rénover les peintures, plafonds et sols.

Des travaux d'électricité, de peinture, de menuiserie, de plomberie, de VRD, plâtrerie et gros œuvre sont

donc prévus.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant estimé des travaux s'élève à 309 214,45 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 LA GRANDE-PAROISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	52 604,45	17,01%
TRAVAUX	256 610,00	82,99%
Total	309 214,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	154 607,22	50,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	61 842,89	20,00%
COMMUNE	92 764,34	30,00%
Total	309 214,45	100,00%

DOSSIER N° EX073710 - CAR - REHABILITATION DE LA CUISINE CENTRALE - COMMUNE DE MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	370 266,00 € HT	50,00 %	185 133,00 €
	Montant total de la subvention		185 133,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE

Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 avril 2023 - 30 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité d'assurer un calendrier opérationnel permettant une livraison des équipements échelonnée en cours d'année scolaire 2023-2024.

En raison du contexte économique et des difficultés d'approvisionnement, les travaux devront commencer le 1er juin 2023 pour une ouverture prévue au 1er janvier 2024.

Description :

La commune de Montereau-Fault-Yonne (21 888 habitants - INSEE 2020) propose l'opération «réhabilitation de la cuisine centrale ».

Pour faire suite au regain démographique depuis 2017, la commune ambitionne de poursuivre ses efforts en renforçant son besoin d'innover pour le bien être de sa population. Ainsi, le projet de réhabilitation de la cuisine centrale fait partie de cette ambition d'innovation.

La cuisine centrale qui n'est plus en fonction depuis 2018 doit être réhabilitée pour une mise aux normes afin de pouvoir fournir les établissements scolaires, les crèches et les aînés bénéficiant d'un portage à domicile. La confection des repas sera de qualité avec un approvisionnement alimentaire en circuit court en privilégiant les producteurs locaux. A court terme, 1300 repas devraient être confectionnés par jour dans la structure de 580 m² équipés lors d'une première phase pour atteindre d'ici 3 ans une capacité de 5 000 repas.

L'exploitation de la cuisine sera assurée dans le cadre d'un volet d'insertion sociale avec un objectif de recruter 80% de personnes issues du quartier prioritaire.

Les travaux dans le bâtiment porteront sur la VRD, l'étanchéité, la couverture, l'électricité, la peinture et le carrelage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 799 189 € HT, plafonné à 370 266 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	745 050,00	93,23%
ETUDES	54 139,00	6,77%
Total	799 189,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	185 133,00	23,17%
ETAT (sollicité)	343 939,00	43,04%
COMMUNE	270 117,00	33,80%
Total	799 189,00	100,00%

DOSSIER N° EX073724 - CAR - RENOVATION DE TROIS BATIMENTS PUBLICS (HOTEL DE VILLE, ECOLE ELEMENTAIRE DES HAUTS DE SAINT-PIERRE, ECOLE MATERNELLE DE LA FONTAINE SECHE - COMMUNE DE SAINT PIERRE LES NEMOURS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	488 554,91 € HT	42,01 %	205 241,92 €
	Montant total de la subvention		205 241,92 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE SAINT PIERRE LES NEMOURS

Adresse administrative : 7 CHEMIN DE LA MESSE
77140 SAINT PIERRE LES NEMOURS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno LANDAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Pierre-Lès-Nemours (5 408 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « rénovation de trois bâtiments publics (hôtel de ville, école élémentaire des Hauts de Saint-Pierre, école maternelle de la Fontaine Sèche).

Les combles de l'hôtel de ville (170m²) vont être aménagés pour créer de nouveaux espaces de bureaux et de réunions et permettre d'améliorer la performance énergétique également. Afin de permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite à la salle des mariages située à R+1, un ascenseur extérieur vitré sera implanté en façade est, à proximité de l'escalier de secours intérieur existant. Cet ascenseur assurera également un accès privatif aux locaux à R+2.

Les dépenses énergétiques des bâtiments communaux augmentent considérablement en raison d'un manque d'isolation et des travaux s'imposent.

L'école élémentaire des Hauts de Saint-Pierre sera isolée extérieurement afin de poursuivre le programme de rénovation énergétique qui a débuté depuis plusieurs années. Les travaux proposés vont permettre la réfection de l'étanchéité ainsi que l'isolation des toitures, le remplacement des menuiseries simple vitrage, la mise en place d'une VMC et l'isolation des murs par l'extérieur.

L'école maternelle, située dans les anciens locaux utilisés par les associations, nécessite le changement des menuiseries.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 488 554,91 € HT. La subvention est calculée au taux de 42,01 %.

Localisation géographique :

■ SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	488 554,91	100,00%
Total	488 554,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	205 241,92	42,01%
ETAT (sollicité)	136 738,70	27,99%
COMMUNE	146 574,29	30,00%
Total	488 554,91	100,00%

DOSSIER N° EX073763 - CAR - REFECTION ET MISE EN ACCESSIBILITE DE LA RUE DE LA DEMI-LIEUE - COMMUNE DE SAINT PIERRE LES NEMOURS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	469 232,50 € HT	50,00 %	234 616,25 €
	Montant total de la subvention		234 616,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE SAINT PIERRE LES NEMOURS

Adresse administrative : 7 CHEMIN DE LA MESSE
77140 SAINT PIERRE LES NEMOURS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno LANDAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Pierre-Lès-Nemours (5 408 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « réfection et mise en accessibilité de la rue de la demi-lieue ».

Dans le cadre de son programme d'investissement, la commune souhaite remettre en état cette voirie endommagée et mal-adaptée qui est très empruntée notamment par des adolescents se rendant au collège Vasco de Gama.

Un réaménagement complet est nécessaire car la rue est jusque-là dépourvue de trottoirs aux dimensions réglementaires ; ils seront ainsi créés d'une largeur de 1m 50 intégrés de part et d'autre de la rue. Le projet concerne également sa mise en accessibilité.

Les travaux concerneront la démolition, la création des bordures et trottoirs, les caniveaux, l'assainissement, la réalisation d'une nouvelle chaussée, la reprise de parkings et la mise en place de signalisation et de mobilier urbain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 469 232,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	469 232,50	100,00%
Total	469 232,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	234 616,25	50,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	93 846,50	20,00%
COMMUNE	140 769,75	30,00%
Total	469 232,50	100,00%

DOSSIER N° EX066997 - CAR - REQUALIFICATION DE LA ZONE D'ACTIVITES DE BUC / LES LOGES-EN-JOSAS - CA VERSAILLES GRAND PARC (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	3 333 333,34 € HT	30,00 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND
PARC

Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (268 545 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Requalification de la zone d'activités de Buc / Les Loges-en-Josas ».

Les travaux de requalification de cette zone d'activités de 100 ha qui accueille 200 entreprises et environ 5 000 salariés ont pour but d'améliorer l'attractivité du site en lien avec les laboratoires de recherche du plateau de Saclay, d'optimiser le foncier et d'améliorer son fonctionnement environnemental. Le projet de requalification est le fruit d'un travail commun avec les acteurs économiques. L'opération porte sur les 3 premières phases de requalification de la zone d'activités, à savoir les secteurs « Porte des Loges », « Fourny », et « Hélène Boucher ».

L'amélioration des mobilités est un axe important du projet. La discontinuité des trottoirs sera rétablie, la vitesse des véhicules limitée, de nouveaux itinéraires piétons et cyclables créés, des stationnements vélos implantés et un service de prêt de vélo mis en place. Le schéma de circulation des véhicules légers et des poids lourds sera revu avec notamment un passage de l'avenue Roland Garros en 2x2 voies à 1x1 voie ou le passage en sens unique de rues. Des places de stationnement seront supprimées au profit de futurs cheminements doux ou de la végétalisation des espaces publics. L'offre de stationnement sera complétée par 3 aires de covoiturage, 2 recharges pour véhicules électriques et 3 dépose-minute.

Pour compléter les services et équipements existants, seront créées 5 aires de pique-nique, une conciergerie, la wifi publique, de nouveaux arrêts de bus et un atelier de réparation vélos.

La zone d'activités est située entre deux grandes entités paysagères : le plateau de Saclay et la vallée de la Bièvre et plusieurs réservoirs de biodiversité. Le projet prévoit de développer et conforter les trames bleues, vertes et noires. Trois strates végétales : prairies fleuries et graminées, arbustives, et arborée, seront plantées à partir d'essences locales. Une noue de 5 mètres de large sur tout le linéaire de l'avenue Roland Garros viendra compléter la végétalisation et permettre une gestion des eaux pluviales par infiltration. En concertation avec les entreprises, un soin particulier sera porté au traitement des limites séparatives et à la végétalisation des emprises privées (projet de charte de prescriptions paysagères et environnementales).

Des travaux viendront améliorer l'éclairage public, le mobilier et la signalétique. Un système de commande permettra d'éteindre dans la nuit afin d'économiser de l'énergie et conforter la trame noire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 5 107 539 € HT, plafonné à 3 333 333,34 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- BUC
- LES LOGES-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/CAR - Aménagement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX GENERAUX	1 456 905,00	28,52%
VOIRIES	2 134 051,00	41,78%
ESPACES VERTS	1 051 950,00	20,60%
RESEAUX (ASSAINISSEMENT, ECLAIRAGE)	412 850,00	8,08%
MOBILIERS, EQUIPEMENT, SIGNALISATIONS	51 783,00	1,01%
Total	5 107 539,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 000 000,00	19,58%
DEPARTEMENT (sollicité)	2 000 000,00	39,16%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	2 107 539,00	41,26%
Total	5 107 539,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061668 - CAR - AMENAGEMENT DE LA MAIRIE ET DE SES ABORDS - AUFFARGIS
(78)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	368 000,00 € HT	50,00 %	184 000,00 €
	Montant total de la subvention		184 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS

Adresse administrative : MAIRIE D'AUFFARGIS
78610 AUFFARGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 novembre 2021 - 28 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La commune d'Auffargis (2020 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Aménagement de la mairie et de ses abords".

Accessible par la place de la mairie, le site de projet regroupe la mairie et ses extensions, dont un jardin actuellement en friche. Le terrain est complexe par sa topographie et l'histoire de son bâti : les constructions se sont ajoutées au fil du temps sans cohérence d'ensemble. La mairie surplombe le terrain et le programme d'aménagement permettra de créer un lien entre la mairie et son jardin.

Le projet comprend la rénovation de la salle des mariages avec la création de trois nouvelles ouvertures et intègre les restructurations des espaces existants, des accès publics et de service, ainsi qu'une réflexion sur les circulations et la mise en accessibilité PMR.

Les espaces extérieurs projetés à l'arrière de la mairie regroupent plusieurs fonctions et usages : la place haute, le jardin romantique, l'espace de regroupement et le parking. La place haute constitue un


prolongement de l'espace intérieur vers le jardin. Le jardin romantique est composé d'espaces paysagers qui réutilisent les déblais du parking. L'espace de regroupement fait le lien entre le jardin et le parking. Le parking prévoit dix-huit places qui permettront le stationnement des agents de la mairie et des habitants lors des mariages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 655 488 € HT, plafonné à 368 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	573 552,00	87,50%
HONORAIRES MAITRISE D'OEUVRE ET ETUDES	81 936,00	12,50%
Total	655 488,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ÎLE-DE-FRANCE	184 000,00	28,07%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	235 055,00	35,86%
COMMUNE	236 433,00	36,07%
Total	655 488,00	100,00%

DOSSIER N° EX061672 - CAR - EXTENSION DU FOYER RURAL - AUFFARGIS (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	172 000,00 € HT	50,00 %	86 000,00 €
Montant total de la subvention			86 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : MAIRIE D'AUFFARGIS
78610 AUFFARGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 novembre 2021 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La commune d'Auffargis (2020 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Extension du foyer rural". Avec l'augmentation de la population ces dernières années, la commune d'Auffargis souhaite agrandir son foyer rural pour accueillir de nouveaux usages et de nouvelles activités associatives.

L'opération prévoit une extension du rez-de-chaussée d'un peu moins de 100 m² en façade sud, sous forme de verrière. Il s'agit également de mettre aux normes l'équipement pour l'accès PMR.

Les travaux comprennent les lots :

- Gros œuvre,
- Charpente couverture et étanchéité,
- Menuiseries extérieures,
- Cloisons doublage plafonds,
- Finitions,
- Electricité,
- Chauffage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 422 400 € HT, plafonné à 172 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	383 100,00	90,70%
HONORAIRES MAITRISE D'OEUVRE ET ETUDES	39 300,00	9,30%
Total	422 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	86 000,00	20,36%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	168 960,00	40,00%
COMMUNE	167 440,00	39,64%
Total	422 400,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073771 - CAR - REFECTION DE LA TOITURE DU CENTRE DE LOISIRS
GEORGETTE AGUTTE - BONNIERES-SUR-SEINE (78)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	179 888,00 € HT	50,00 %	89 944,00 €
Montant total de la subvention			89 944,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONNIERES SUR SEINE

Adresse administrative : 7 RUE HERREWYN
78270 BONNIERES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Marc POMMIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bonnières-sur-Seine (4 882 habitants - INSEE 2020) propose l'opération «Réfection de la toiture du centre de loisirs Georgette Agutte».

Le centre de loisirs Georgette Agutte, situé 53 rue Marcel Sembat, a été construit en 2008. En raison d'erreurs lors de sa conception, il subit depuis plusieurs années des infiltrations importantes lors d'épisodes de fortes pluies. L'eau s'infiltre au niveau de la toiture, puis traverse les faux-plafonds, ce qui rend rapidement ces locaux qui accueillent de jeunes enfants impropres à leur destination.

Pour mettre fin à cette situation et éviter une fragilisation de la structure du bâtiment, le projet prévoit la dépose totale de la couverture et la pose d'une couverture neuve avec isolation - ce qui renforcera le confort thermique - et évacuation des eaux pluviales. De plus, compte tenu des désordres constatés, il convient également de procéder à des travaux de démolition partielle de locaux situés à l'arrière du centre de loisirs et à des travaux de peinture.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 179 888 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 BONNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2024

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE DEMOLITION PARTIELLE	30 000,00	16,68%
TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOITURE	138 608,00	77,05%
TRAVAUX DE PEINTURE	11 280,00	6,27%
Total	179 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	89 944,00	50,00%
ETAT (DETR) - sollicitée	35 977,60	20,00%
COMMUNE	53 966,40	30,00%
Total	179 888,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073772 - CAR - REHABILITATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE ALBERT ANNE :
REPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES - BONNIERES-SUR-SEINE (78)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 420 112,00 € HT	50,00 %	710 056,00 €
	Montant total de la subvention		710 056,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONNIERES SUR SEINE

Adresse administrative : 7 RUE HERREWYN
78270 BONNIERES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Marc POMMIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 15 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux pendant les vacances scolaires d'été afin, de limiter les nuisances pour les personnels et les élèves à la rentrée scolaire de septembre 2023.

Description :

La commune de Bonnières-sur-Seine (4 882 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation de l'école élémentaire Albert Anne : remplacement des menuiseries extérieures ».

L'école élémentaire Albert Anne située place de la Libération a été construite en 1958. Elle s'étend sur 2 544 m² et comporte 3 niveaux. Elle accueille 370 élèves dont 12 dans le cadre du dispositif d'inclusion scolaire ULIS (unité localisée d'inclusion scolaire).

Ce bâtiment n'a pas connu de travaux conséquents depuis son édification et les menuiseries extérieures sont particulièrement vétustes. Afin d'améliorer ses performances énergétiques (il est attendu des économies d'énergie à hauteur de 30 %), il est prévu le remplacement de l'ensemble des menuiseries extérieures qui occasionnent actuellement des déperditions de chaleur importantes en hiver par des menuiseries en aluminium avec triple vitrage favorisant une meilleure isolation thermique. Ces travaux permettront également d'améliorer le confort acoustique des occupants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 1 498 006 € HT, plafonné à hauteur de 1 420 112€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 BONNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (base subventionnable)	1 420 112,00	94,80%
TRAVAUX (base non subventionnable)	77 894,00	5,20%
Total	1 498 006,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	710 056,00	47,40%
DEPARTEMENT DES YVELINES - sollicitée	182 601,20	12,19%
ETAT (DETR) - acquise	117 000,00	7,81%
COMMUNE	488 348,80	32,60%
Total	1 498 006,00	100,00%

DOSSIER N° EX066732 - CAR - RENOVATION DE L'EGLISE SAINT-LEONARD - CROISSY-SUR-SEINE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	840 000,00 € HT	50,00 %	420 000,00 €
	Montant total de la subvention		420 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROISSY SUR SEINE
MAIRIE
Adresse administrative : 8 AVENUE DE VERDUN
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Roger DAVIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Croissy-sur-Seine (10 031 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Rénovation de l'église Saint-Léonard".

Cet édifice se situe entre le vieux centre de la ville vers les bords de Seine et la mairie. Ses dimensions, ainsi que son implantation sur une place au croisement de deux avenues dont l'une mène à l'Hôtel de Ville (avenue du Maréchal Foch), lui confèrent une présence urbaine importante.

L'église est composée d'une nef principale flanquée de deux collatéraux. Le chœur orienté Nord-Est est bordé de deux sacristies. Construite dans un registre éclectique, son style puise dans les vocabulaires architecturaux néogothique et néo-roman. Elle est construite en pierres de taille, et sa couverture est en ardoises. Si elle ne bénéficie pas de protection spécifique, elle est cependant intégrée dans le Site Patrimonial Remarquable de la ville de Croissy-sur-Seine. En outre, elle se trouve dans le Périmètre de Protection de plusieurs Monuments Historiques (Maison de Charité, Château, ancienne église Saint-Léonard et Saint Martin, Maison Joséphine).

Les principaux éléments de cette opération de restauration et de mise en valeur concernant :

- La restauration des façades de l'église : pierre de taille, meulières... ;
- Le traitement de la couverture pour retrouver une bonne étanchéité ;

- La restauration des intérieurs, y compris une réflexion sur l'amélioration de l'éclairage du lieu de culte.


Outre les installations communes de chantier, les travaux sont donc répartis sur les extérieurs (maçonnerie – pierre de taille, couverture, charpente-menuiserie, serrurerie, vitraux) et sur les intérieurs (maçonnerie - pierre de taille, menuiserie, électricité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 069 659 € HT plafonné à 840 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 CROISSY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 069 659,00	100,00%
Total	1 069 659,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	420 000,00	39,26%
COMMUNE	649 659,00	60,74%
Total	1 069 659,00	100,00%

DOSSIER N° EX070110 - CAR - CRÉATION D'UNE MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE - MAULE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	487 629,50 € HT	50,00 %	243 814,75 €
Montant total de la subvention			243 814,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAULE

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78580 MAULE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 1 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Maule (6 102 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Création d'une Maison du Développement Durable".

A ce jour, la ville ne dispose pas d'espaces dédiés au « développement durable » dans son sens élargi et l'ensemble des bâtiments communaux sont déjà dédiés à d'autres usages (scolaire, sportif, associatif, etc).

Lorsque la trésorerie de Maule a fermé, la commune a procédé à l'achat de ce bâtiment en vue de créer une "Maison du Développement Durable".

Ce projet prévoit la restructuration du bâtiment existant et son extension pour un total de 611 m² SDP. La terrasse sur rue sera aménagée pour permettre aux usagers de jouir d'un espace extérieur privatif. Ce lieu se veut exemplaire par ses équipements et performances énergétiques grâce, notamment, à l'installation d'une pompe à chaleur et au recours à la géothermie.

Cette Maison accueillera, après rénovation et extension, divers activités orientées vers le développement durable : un centre de transition énergétique et de maîtrise de la demande d'énergie, une vestiboutique tenue par la Croix Rouge, les associations Initiative Seine Yvelines et Energie Solidaire, un espace polyfonctionnel pouvant accueillir des ateliers, formations et débats autour du développement durable et

du vivre mieux etc... Cet espace servira également à la fois de salle événementielle (50 places assises) et de lieu d'exposition.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 219 310,62 € HT, plafonné à hauteur de 487 629,50 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 MAULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES (non éligibles)	110 846,42	9,09%
TRAVAUX	1 108 464,20	90,91%
Total	1 219 310,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	243 814,75	20,00%
DEPARTEMENT DES YVELINES - Contrat Yvelines + (sollicitée)	493 215,45	40,45%
COMMUNE	482 280,42	39,55%
Total	1 219 310,62	100,00%

DOSSIER N° EX064149 - CAR - MODERNISATION ET ADAPTATION DE DEUX OFFICES DE RESTAURATION - VILLEPREUX (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	366 000,00 € HT	50,00 %	183 000,00 €
	Montant total de la subvention		183 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX

Adresse administrative : PLACE MENDES FRANCE
78450 VILLEPREUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Baptiste HAMONIC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2021 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond à la date de dépôt de la demande de subvention sur Mes Démarches.

Description :

La commune de Villepreux (11 003 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Modernisation et adaptation de 2 offices de restauration (Prieuré et Val Joyeux)" situés à Villepreux.

La restauration municipale est assurée en régie avec un engagement fort en matière de qualité qui a conduit à la construction d'une cuisine centrale ouverte en janvier 2021. La commune a pour projet de moderniser les offices de restauration du Prieuré et du Val Joyeux pour les adapter aux nouveaux fonctionnements en liaison froide avec la nouvelle cuisine centrale, organiser la valorisation des biodéchets et tenir compte de l'augmentation des effectifs scolaires.

L'office du Prieuré est situé au sein d'un groupe scolaire comprenant 9 classes et 2 accueils de loisirs, il accueille chaque jour environ 200 élèves. L'office du Val Joyeux est situé au sein d'une école maternelle de 3 classes, il accueille chaque jour environ 80 élèves.

Les travaux retenus dans cette fiche projet sont les travaux, l'installation de matériel et les frais de maîtrise d'œuvre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 610 000 € HT et plafonné à 366 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	255 000,00	41,80%
EQUIPEMENTS	270 751,00	44,39%
MAITRISE D'OEUVRE	84 249,00	13,81%
Total	610 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ÎLE-DE-FRANCE	183 000,00	30,00%
DEPARTEMENT 78 CRY+ (sollicité)	244 000,00	40,00%
COMMUNE	183 000,00	30,00%
Total	610 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX053734 - CAR - AMENAGEMENT DE L'ANCIENNE POSTE EN ESPACE D'ACTIVITES
PARTAGEES - COMMUNE DE GARANCIERES (78)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	149 297,00 € HT	50,00 %	74 648,00 €
Montant total de la subvention			74 648,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE GARANCIERES

Adresse administrative : MAIRIE
78890 GARANCIERES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian LORINQUER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2020 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La commune de Garancières (2447 habitants – INSEE 2020) propose l'opération « aménagement de l'ancienne poste en espace d'activités partagées ».

Cet espace situé à proximité immédiate des écoles et de la bibliothèque représente une superficie de 60 m2 au sein de laquelle sera créé le centre multimédia, ouvert aux habitants de la commune : espace multifonctionnel comprenant 3 postes de travail informatique de type coworking et un espace libre pour l'organisation de plusieurs activités possibles, réunions, expositions.

L'accès principal se fera depuis la rue Saint Maurice. Un accès secondaire sera créé à l'arrière du centre multimédia, ouvert directement sur le jardin de la bibliothèque, permettant ainsi une liaison verte de l'ensemble des équipements publics existants et programmés et donnant la possibilité de prolonger les expositions du centre multimédia dans le jardin de la bibliothèque.

Les travaux consistent en une réhabilitation du bâtiment et ses aménagements extérieurs. Ils comprennent une mise aux normes du bâtiment : la maçonnerie, le ravalement, l'isolation, la plomberie, l'électricité.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100.000 nouveaux stagiaires pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX053732 et EX053733.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 213 992 € HT, plafonné à 149 297 € HT.

La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

■ GARANCIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	186 080,00	86,96%
HONORAIRES	27 912,00	13,04%
Total	213 992,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	74 648,00	34,88%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	75 146,00	35,12%
COMMUNE	64 198,00	30,00%
Total	213 992,00	100,00%

**DOSSIER N° EX045051 - CAR - REAMENAGEMENT DE LA SALLE DE THEATRE JULES VERNE A
BRETIGNY SUR ORGE - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION (91)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	2 000 000,00 € HT	30,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Eric BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

Cœur d'Essonne Agglomération (198 000 habitants INSEE 2016) propose l'opération « Réaménagement de la salle de théâtre Jules Verne » à Brétigny sur Orge.

L'Espace Jules Verne, localisé au centre-ville, se trouve à proximité immédiate de plusieurs établissements scolaires (écoles primaires, collège Pablo Neruda et lycée Timbaud), d'équipements sportifs (gymnase dojo, stade, tennis couvert, piscine) ainsi que de commerces et de services.

Il se situe dans le nouveau pôle culturel du centre-ville (comprenant un cinéma art et essai, le déménagement et l'implantation prochaine du Rackam, scène des musiques actuelles et du service jeunesse et associatif de la ville).

Ce nouvel établissement permettra de :

- augmenter les capacités et les conditions d'accueil des artistes, des publics et des professionnels,
- accueillir tous les publics avec une attention aux publics jeunes et en situation de handicap,

- améliorer la cohabitation d'usages et de pratiques entre les trois pôles d'activités (spectacles vivants, arts plastiques et lecture publique),
- offrir un espace convivial, confortable, attractif et sécurisé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 2 150 000 € HT, plafonné à 2 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

 BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 870 083,33	86,98%
FRAIS D'HONORAIRES	279 916,67	13,02%
Total	2 150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	600 000,00	27,91%
ETAT - DRAC (sollicité)	90 864,16	4,23%
COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION	1 459 135,84	67,87%
Total	2 150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069959 - CAR - REHABILITATION DE LA PETITE CHAPELLE DU CHATEAU EN KIOSQUE - BALLAINVILLIERS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLAINVILLIERS
Adresse administrative : 3 RUE DU PETIT BALLAINVILLIERS
91160 BALLAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Stéphanie GUEU-VIGUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 août 2022 - 21 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La commune de Ballainvilliers (4 600 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Réhabilitation de la petite chapelle du château en kiosque".

La petite chapelle se situe au centre du territoire communal, dans le parc du château de Ballainvilliers construit pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle par l'architecte Antoine Mathieu Le Carpentier. Aujourd'hui il ne reste que l'aile gauche du château et la chapelle.

Acquis en 1994 par la commune, ce lieu a une forte valeur patrimoniale forte et symbolise la vie sociale et culturelle de la commune. Le château abrite en effet le conservatoire municipal et la médiathèque, ainsi que diverses salles dédiées aux activités culturelles associatives ; les plus grandes salles sont louées pour des événements festifs et familiaux. Le parc du château est également très fréquenté et de nombreuses manifestations y sont organisées (fête des écoles, cinéma en plein air, fête de la musique).

Le projet de réhabilitation de la petite chapelle permet à la fois de conserver ce patrimoine communal et

d'améliorer l'offre culturelle. D'une surface utile de 36 m² environ, son aménagement en un kiosque comprenant un espace cuisine ouverte, une salle ainsi qu'une terrasse extérieure en bois reconstitué d'environ 50 m², permettra de proposer aux Ballainvillois une prestation de petite restauration et un cadre propice au lien social et intergénérationnel. Le kiosque pourra aussi accueillir des événements culturels et associatifs (expositions, petits spectacles, concerts...).

Le programme de travaux comprend notamment l'installation d'un système électrique, de deux grands ouvrants pour la ventilation naturelle, d'une pompe à chaleur réversible, l'appareillage Led. Une mezzanine technique est à créer au-dessus de la zone de plonge et de préparation pour y positionner les équipements de production d'eau chaude sanitaire ; un plancher léger est aussi nécessaire pour l'implantation des équipements techniques (hottes, gaines de ventilation, bouches de soufflage du chauffage...). Les désordres sur les façades seront traités.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 345 239,80 € HT, et plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 BALLAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES AMO	5 625,00	1,63%
DIAGNOSTICS PREALABLES	9 300,00	2,69%
HONORAIRES MOE ET TECHNIQUES (OPC, acoustique, CSPS...)	50 717,04	14,69%
TRAVAUX	279 597,76	80,99%
Total	345 239,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	100 000,00	28,97%
COMMUNE	245 239,80	71,03%
Total	345 239,80	100,00%

DOSSIER N° 23006599 - REPRISE OPERATION - CONSTRUCTION D'UN CAFE CITOYEN - BRIIS-SOUS-FORGES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	289 853,71 € HT	35,00 %	101 448,80 €
Montant total de la subvention			101 448,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91640 BRIIS SOUS FORGES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur EMMANUEL DASSA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2022 - 28 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015 pour prise en considération des dépenses à compter de la date de notification du nouveau marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :

La grange est située en coeur de ville, dans le prolongement de la maison des arts et de l'artisanat et à proximité de la mairie, de la salle communale et de la maison des jeunes et de la vie associative, dans une zone piétonne reliant la place de la Libération à la zone commerçante.

Les travaux consisteront à réhabiliter ce bâtiment et l'espace de la salle principale de 37 m², en l'agrandissant avec une mezzanine d'environ 45 m² à l'intérieur. Une extension à l'arrière sous une verrière translucide avec une structure bois d'environ 35 m² est également prévue.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des dépenses restant à engager par la collectivité pour présentation du solde s'élève à 289 853,71€ HT. Le montant de la subvention, correspondant au solde, est de 101 448,80€ soit 35%.

Localisation géographique :

 BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	289 853,71	100,00%
Total	289 853,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	101 448,80	35,00%
COMMUNE	188 404,91	65,00%
Total	289 853,71	100,00%

DOSSIER N° 23006605 - REPRISE OPERATION - CONSTRUCTION D'UNE MAISON DES ARTS ET DE L'ARTISANAT - BRIIS-SOUS-FORGES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	411 608,31 € HT	35,00 %	144 062,91 €
	Montant total de la subvention		144 062,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91640 BRIIS SOUS FORGES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur EMMANUEL DASSA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2022 - 28 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015 pour prise en considération des dépenses à compter de la date de notification du nouveau marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :

Dans le centre-ville de Briis-sous-Forges, situé au 19 rue de l'Armée Patton, la Maison des Arts et de l'Artisanat occupera un ancien corps de ferme que la commune a acquis en 2004 et qui est classé à l'inventaire du patrimoine départemental.

Les travaux vont consister à réhabiliter entièrement le bâtiment pour y créer :

- des ateliers d'artistes,
- des salles de cours,
- une salle d'expositions,
- des locaux communs (tisanerie, toilettes, bureau...).

Des matériaux nobles seront utilisés notamment le bois. Le chauffage des bâtiments sera fait par pompe à chaleur.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des dépenses restant à engager par la collectivité pour présentation du solde s'élève à 411 608,31€ HT. Le montant de la subvention, correspondant au solde, est de 144 062,91€ soit 35%.

Localisation géographique :
■ BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	411 608,31	100,00%
Total	411 608,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	144 062,91	35,00%
COMMUNE	267 545,40	65,00%
Total	411 608,31	100,00%

**DOSSIER N° EX070160 - CAR - CREATION ET AMENAGEMENT D'UNE EPICERIE SOCIALE -
COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES (91)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES

Adresse administrative : 2 PLACE GALIGNANI
91100 CORBEIL ESSONNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno PIRIOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une épicerie sociale

Dates prévisionnelles : 10 novembre 2022 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La ville de Corbeil-Essonnes (51 234 hab. – INSEE 2019) propose la création et l'aménagement d'une épicerie sociale dans un bâtiment désaffecté dont elle est propriétaire en centre-ville. Les objectifs de la commune sont d'y proposer notamment une aide alimentaire diversifiée et de qualité, de prévenir la précarisation et le basculement dans l'extrême pauvreté, soutenir les publics dans leurs démarches d'autonomie, lutter contre l'exclusion et l'isolement, proposer un espace convivial d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des populations fragilisées, favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle et offrir un espace de travail partenarial ouvert aux acteurs de l'aide alimentaire, de l'action sociale et de l'insertion du territoire.

L'agencement de la structure existante doit permettre la création d'espaces dédiés (espace de vente alimentaire, accueil-lien social, espace ateliers/activités, zone de stockage, espace bureau, cuisine-atelier, local archives, espace numérique et sanitaires).

Les travaux prévoient le maintien de la structure métallique existante, l'ajout d'une isolation thermique à l'intérieur et la création de bureaux pour des services communaux d'accompagnement.

La toiture du bâtiment sera totalement refaite et mise aux normes (utilisation de tuiles en terre cuite déjà présente). La partie en toiture terrasse sera recouverte d'un revêtement d'étanchéité. Pour améliorer le confort et le bien-être sur le site un patio végétalisé au cœur du bâtiment est prévu.

Les façades de l'épicerie solidaire seront composées d'une alternance entre enduit blanc et bardage effet bois. L'entrée du bâtiment (façade est) sera traitée spécifiquement par un parement extérieur en bardage minéral imitation bois teinté gris. Pour la façade sud (arrière du bâtiment) et l'entrée livraison, une nouvelle peinture sur enduit est envisagée.

Les postes de dépenses couverts par la subvention régionale portent sur le gros œuvre (y compris les travaux du toit et de la charpente), les étanchéités et les menuiseries, l'intégralité des aménagements intérieurs (y compris la création et la végétalisation du patio) et les aménagements extérieurs du site (reprise des réseaux, aménagement du parking et accès).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération estimée à 1 286 660 € HT est plafonnée à 1 200 000 € HT. La subvention est calculée à hauteur de 50 %.

Localisation géographique :

 CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES DE MAITRISE D'OEUVRE	167 260,00	13,00%
TRAVAUX EXTERIEURS SUR BÂTIMENT (gros oeuvre, toiture, charpente, étanchéité...)	380 000,00	29,53%
TRAVAUX INTERIEURS BÂTIMENT (aménagements intérieurs, électricité, plomberie...)	624 400,00	48,53%
TRAVAUX EXTERIEURS (espaces verts, stationnements, réseaux)	115 000,00	8,94%
Total	1 286 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	600 000,00	46,63%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (subvention sollicitée)	287 164,50	22,32%
COMMUNE	399 495,50	31,05%
Total	1 286 660,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062938 - CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL -
COMMUNE DE MENNECY (91)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	453 426,00 € HT	50,00 %	226 713,00 €
Montant total de la subvention			226 713,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY

Adresse administrative : 31 RUE DE MILLY
91540 MENNECY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 2 mai 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Mennecy (15 914 habitants – INSEE 2020) propose l'opération "construction du centre technique municipal". L'actuel centre technique municipal (CTM) de la commune, situé rue du Petit Mennecy, est installé dans un ensemble de bâtiments vétustes et peu adaptés. La ville souhaite optimiser l'activité et le fonctionnement des services techniques, les valoriser et leur permettre de travailler dans de bonnes conditions et dans des lieux adaptés.

Le site choisi pour développer le nouveau CTM se situe à l'entrée du Parc de Villeroy, au 7-15 Avenue de Villeroy. Il existe sur cette parcelle un ensemble de bâtiments déjà utilisés pour le CTM actuel (le garage inauguré en 2017, un abri à engins d'entretien des espaces verts, des espaces de stockages de matériaux, un chalet regroupant les plantes, le paillage et le petit matériel d'entretien et des ateliers).

Le projet consiste à :

- réhabiliter et étendre un bâtiment en pierre existant le long de l'avenue de Villeroy pour y intégrer : l'accueil, 4 bureaux administratifs (dont un bureau double), les vestiaires des employés municipaux, une salle de pause modulable pouvant servir de réfectoire et de salle de réunion, un local ménage et un local de stockage pour les sacs des déchets verts accessible depuis l'avenue de Villeroy par les habitants de la commune,
- construire un hangar neuf d'environ 500 m2, implanté le long de l'avenue de Villeroy, avec une grande hauteur sous plafond pour y regrouper les différentes fonctions de stockage du CTM (cadre de vie, espaces verts, entretien stockage, logistique et bâtiment,

- construire un grand abri pour les véhicules de la commune d'environ 400 m2 et un abri pour le sel,
- réaliser une quarantaine de places de stationnement extérieur avec des bornes de recharges pour la flotte de véhicules électrique de la commune,
- installer des aires de stockages pour les déchets, le tout-venant et les déchets issus des espaces verts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est estimée à 2 673 498 € HT (maîtrise d'œuvre + travaux) dont 1 M € HT est imputable au bonus environnemental.

La subvention au titre du présent dossier correspond à 50% d'une base éligible retenue à hauteur 453 426 € HT (travaux + maîtrise d'œuvre de l'opération dans la limite des 15% du montant des travaux HT).

La subvention au titre du bonus environnemental correspond à 50% de ces travaux soit 500 000 € et fait l'objet d'une fiche spécifique EX063105.

Localisation géographique :

■ MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (dépenses non éligibles au bonus environnemental)	1 296 000,00	48,48%
Travaux (dépenses éligibles au bonus environnemental)	1 000 000,00	37,40%
Maîtrise d'oeuvre	377 498,00	14,12%
Total	2 673 498,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 91 (sollicité)	538 250,00	20,13%
Région (CAR)	226 713,00	8,48%
Région (CAR bonus environnemental)	500 000,00	18,70%
Commune	1 408 535,00	52,69%
Total	2 673 498,00	100,00%

DOSSIER N° EX063105 - CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL (BONUS ENVIRONNEMENTAL) - COMMUNE DE MENNECY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY

Adresse administrative : 31 RUE DE MILLY
91540 MENNECY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la construction d'un centre technique municipal

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 2 mai 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Mennecy (15 914 habitants – INSEE 2020) propose l'opération « construction du centre technique municipal ». L'actuel centre technique municipal (CTM) de la commune, situé rue du Petit Mennecy, est installé dans un ensemble de bâtiments vétustes et peu adaptés. La ville souhaite optimiser l'activité et le fonctionnement des services techniques, les valoriser et leur permettre de travailler dans de bonnes conditions et dans des lieux adaptés.

Le site choisi pour développer le nouveau CTM se situe à l'entrée du Parc de Villeroy, au 7-15 Avenue de Villeroy. Il existe sur cette parcelle un ensemble de bâtiments déjà utilisés pour le CTM actuel (le garage inauguré en 2017, un abri à engins d'entretien des espaces verts, des espaces de stockages de matériaux, un chalet regroupant les plantes, le paillage et le petit matériel d'entretien et des ateliers).

Le projet consiste à :

- réhabiliter et étendre un bâtiment en pierre existant le long de l'avenue de Villeroy pour y intégrer : l'accueil, 4 bureaux administratifs (dont un bureau double), les vestiaires des employés municipaux, une salle de pause modulable pouvant servir de réfectoire et de salle de réunion, un local ménage et un local de stockage pour les sacs des déchets verts accessible depuis l'avenue de Villeroy par les habitants de la commune,
- construire un hangar neuf d'environ 500 m2, implanté le long de l'avenue de Villeroy, avec une grande hauteur sous plafond pour y regrouper les différentes fonctions de stockage du CTM (cadre de vie,

espaces verts, entretien stockage, logistique et bâtiment,

- construire un grand abri pour les véhicules de la commune d'environ 400 m2 et un abri pour le sel,
- réaliser une quarantaine de places de stationnement extérieur avec des bornes de recharges pour la flotte de véhicules électrique de la commune,
- installer des aires de stockages pour les déchets, le tout-venant et les déchets issus des espaces verts.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux sont estimés à 2 673 498 € HT dont 1 M € HT est imputable au bonus environnemental. La subvention au titre du bonus environnemental correspond à 50% de ces travaux soit 500 000 €.

Localisation géographique :

 MENNECEY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (dépenses non éligibles au bonus environnemental)	1 296 000,00	48,48%
Travaux (dépenses éligibles au bonus environnemental)	1 000 000,00	37,40%
Maîtrise d'oeuvre	377 498,00	14,12%
Total	2 673 498,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 91 (sollicité)	538 250,00	20,13%
Région (hors bonus environnemental)	226 713,00	8,48%
Région (bonus environnemental)	500 000,00	18,70%
Commune	1 408 535,00	52,69%
Total	2 673 498,00	100,00%

DOSSIER N° EX073798 - CAR - RENOVATION ENERGETIQUE ET AMENAGEMENT INTERIEUR DE L'HOTEL DE VILLE - COMMUNE DE MONTGERON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	515 123,10 € HT	50,00 %	257 561,55 €
Montant total de la subvention			257 561,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montgeron (23 943 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « rénovation énergétique et aménagement intérieur de l'hôtel de ville ».

Cette opération s'inscrit dans la démarche globale engagée par la commune depuis plusieurs années d'amélioration des performances énergétiques de ses bâtiments. Plusieurs équipements tels que les écoles ou des équipements sportifs ont déjà fait l'objet de rénovation. La commune a par ailleurs remplacé 55% de son éclairage urbain par des leds.

La commune souhaite poursuivre cette démarche de rénovation sur l'hôtel de ville et profite de cette intervention pour réaménager les espaces intérieurs.

La construction de l'hôtel de ville date des années 1870. Les travaux envisagés par la commune sont de deux natures :

- La rénovation thermique du bâtiment : il est prévu le remplacement des menuiseries extérieures vétustes par des menuiseries en bois massif aux 1er et 2ème étages côté cour ainsi que le remplacement et l'isolation de la toiture zinc-ardoise.

- l'aménagement et la réfection des espaces intérieurs du 1er étage sur la totalité du plateau, soit 300 m²,

pour un meilleur confort thermique et des conditions d'accueil avec notamment la création d'une salle de pause-réfectoire, la modification de certaines cloisons (rassemblement / dissociation de bureaux), la mise aux normes de l'électricité, la reprise des revêtements au sol, la remise en peinture et la pose de faux plafonds.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 515 123,10 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX RENOVATON THERMIQUE	299 508,60	58,14%
TRAVAUX AMENAGEMENT ESPACES INTERIEURS	215 614,50	41,86%
Total	515 123,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	257 561,55	50,00%
COMMUNE	257 561,55	50,00%
Total	515 123,10	100,00%

**DOSSIER N° EX073944 - CAR - CONSTRUCTION D'UN ALSH A L'ECOLE ELEMENTAIRE
FERDINAND BUISSON - COMMUNE DE MONTGERON (91)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 471 673,37 € HT	50,00 %	735 836,69 €
	Montant total de la subvention		735 836,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 avril 2023 - 30 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

Description :

La commune de Montgeron (23 943 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Construction d'un ALSH à l'école élémentaire Ferdinand Buisson ».

Le centre d'accueil de loisirs élémentaire, organise pendant les vacances, les temps périscolaires et la pause méridienne, l'accueil de loisirs des enfants d'âge élémentaire. L'ALSH permet l'apprentissage de la vie en collectivité, la prise de responsabilité et le développement de l'autonomie et de l'esprit critique.

Actuellement les enfants sont accueillis dans l'enceinte d'une école éloignée de l'accueil de loisirs pour les élèves de maternelle.

Les locaux actuels sont positionnés à l'étage et les lieux ne sont pas adaptés ce qui n'est pas pratique pour les enfants, les familles et les professionnels.

Afin de permettre un accueil dans de bonnes conditions et faciliter le quotidien des familles, la commune a souhaité rapprocher les accueils de loisirs maternelle et élémentaire et a fait le choix de construire un

nouveau bâtiment dédié à l'accueil de loisirs élémentaire dans le périmètre de l'école élémentaire Ferdinand Buisson.

Les travaux porteront sur le terrassement, la couverture, la menuiserie, la peinture, la plomberie, l'électricité, la VRD et l'isolation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 713 605 € HT, plafonné à 1 471 673.37 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEMOLITION, TERRASSEMENT, GROS- OEUVRE, VRD	561 344,00	32,76%
CHARPENTE BOIS COUVERTURE, ETANCHEITE, FACADES	352 898,00	20,59%
MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES	257 250,00	15,01%
REVETEMENTS, PEINTURE, ISOLATION, CLOISONNEMENT	164 640,00	9,61%
PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION, ELECTRICITE	238 140,00	13,90%
HONORAIRES	139 333,00	8,13%
Total	1 713 605,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	735 836,69	42,94%
COMMUNE	977 768,31	57,06%
Total	1 713 605,00	100,00%

DOSSIER N° EX074298 - CAR - TRAVAUX DE RENOVATION DE L'HÔTEL DE VILLE - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON

Adresse administrative : 3 RUE
91180 SAINT GERMAIN LES ARPAJON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Norbert SANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 1 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Germain-Lès-Arpajon (11 068 habitants INSEE 2020) propose l'opération "Travaux de rénovation de l'hôtel de ville".

Dans le cadre du renforcement de la transition écologique et de la mise en valeur de son patrimoine, la ville souhaite en premier lieu rénover l'ensemble de la mairie.

Les objectifs de ces projets consistent principalement à :

- diminuer la consommation énergétique du bâtiment en particulier par la réalisation d'une isolation des murs et des combles, la rénovation de toutes les menuiseries extérieures, l'optimisation du mode de production de chaleur (changement de chaudière, domotique), la mise aux normes et économie d'énergie de l'électricité (mise en place de LED), la rénovation de la toiture, la récupération des eaux pluviales pour les sanitaires ;
- améliorer son accessibilité au public et en particulier aux personnes à mobilité réduite ;
- améliorer et optimiser son usage aux employés de la ville (confort, accessibilité) ;
- rénover un patrimoine bâti important de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 060 000 € HT, plafonné à 800 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

■ SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux : bâti	400 000,00	37,74%
Travaux : aménagement intérieur	550 000,00	51,89%
Travaux : aménagement extérieur	110 000,00	10,38%
Total	1 060 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	400 000,00	37,74%
Etat - Fonds Vert (acquis)	242 000,00	22,83%
Commune	418 000,00	39,43%
Total	1 060 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX074299 - CAR - EXTENSION, RESTRUCTURATION ET REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE JOLIOT CURIE - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON

Adresse administrative : 3 RUE
91180 SAINT GERMAIN LES ARPAJON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Norbert SANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Germain-Lès-Arpajons (11 068 habitants INSEE 2020) propose l'opération "Extension, restructuration et réhabilitation du groupe scolaire Joliot Curie".

Le groupe scolaire date de 1968 et comprend plusieurs bâtiments :

- 6 bâtiments dédiés au périscolaire
- 2 bâtiments dédiés aux maternelles
- 1 bâtiment dédié à l'élémentaire
- 1 bâtiment dédié à la restauration scolaire.

Les travaux permettront de passer de 8 classes (170 élèves) à 11 classes, soit 233 élèves au total.

Le programme de travaux permettra également :

- la création d'une salle des maîtres
- la création d'un préau couvert
- l'augmentation du nombre de sanitaires
- la création de réserves supplémentaires
- la rénovation du bureau de la direction
- la création d'une salle polyvalente
- la rénovation et la mise en conformité du bâtiment existant

- l'accessibilité PMR du 1er étage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 3 053 795 € HT, plafonné à 1 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux : bâti	760 452,00	24,90%
Travaux : le clos-couvert	733 822,00	24,03%
Travaux : aménagement intérieur	623 137,00	20,41%
Travaux : technique	649 052,00	21,25%
Travaux : aménagement extérieur	85 080,00	2,79%
Provisions et aléas	202 252,00	6,62%
Total	3 053 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	600 000,00	19,65%
Etat - Fonds Vert (acquis)	423 404,00	13,86%
Etat - DETR (acquis)	400 000,00	13,10%
Commune	1 630 391,00	53,39%
Total	3 053 795,00	100,00%

**DOSSIER N° EX065186 - CAR - REAMENAGEMENT DE LA RUE DU FOSSE BLANC -
GENNEVILLIERS (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS

Adresse administrative : 177 AV GABRIEL PERI
92237 GENNEVILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Gennevilliers (48 746 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Réaménagement de la rue du Fossé Blanc".

Longue d'environ 850 m, la rue du Fossé Blanc est un axe structurant de la zone d'activité de 36 hectares située à l'est de la commune : à double-sens elle supporte un trafic de plus de 3000 véhicules jour dont 200 poids-lourds. Elle fait le lien entre la zone résidentielle au sud et le centre commercial des Chanteraines au nord et dessert notamment les centres techniques municipaux et la déchetterie. La commune a réaménagé en 2014 le tronçon entre la rue Louis Roche (D20) et la rue Caboeufs ; il s'agit ici d'aménager le tronçon de 350 m entre la rue Caboeufs et l'avenue Laurent Cély (D17).

Actuellement fortement dégradée malgré une succession de réfections et entièrement imperméabilisée, cette portion de 16 m de large présente une configuration où la place de l'automobile est prédominante, ce qui rend la cohabitation difficile et non sécurisée entre les piétons, les cycles et les automobilistes, en raison notamment du non-respect des limitations de vitesse. Le stationnement est également problématique du fait de l'importance du phénomène de voitures dites ventouses et du dépassement des véhicules sur le trottoir. Enfin, l'éclairage vétuste et peu performant crée un sentiment d'insécurité.

Afin de résoudre ces différents dysfonctionnements, le projet prévoit plusieurs actions. La rue sera réaménagée de façon à augmenter la surface dédiée aux modes doux. Du côté ouest de la rue, l'espace

initialement dédié au stationnement en bataille entre l'unique trottoir et la chaussée sera aménagé de façon à accueillir, d'une part, le prolongement de la bande cyclable bidirectionnelle aménagée sur le premier tronçon en 2014 sur une largeur de 2,20 m et, d'autre part, une bande végétalisée. Afin d'éviter les conflits d'usages, du béton désactivé clair sera utilisé pour différencier la bande cyclable du trottoir qui sera repris en enrobé rouge. Du côté est de la rue, un trottoir d'une largeur de 1,80 m sera créé et séparé de la chaussée par une bande végétalisée. Des plateaux surélevés seront créés sur la chaussée pour assurer des traversées en sécurité des piétons et des personnes à mobilité réduite.

L'aménagement de bandes végétalisées de part et d'autre de la chaussée entraîne la suppression de la totalité du stationnement sur ce tronçon de la rue et la création de 850 m² d'espaces verts qui sera complétée sur la bande est par la plantation d'une vingtaine d'arbres d'alignement afin de lutter contre l'effet d'îlot de chaleur urbain. Cette végétalisation permettra de récupérer et d'infiltrer l'ensemble des eaux de ruissellement des trottoirs et de la piste cyclable, évitant le déversement de plus de 1200 m³ tous les ans dans les réseaux. Pour ce faire, il est prévu d'utiliser un lit de gravier de 20 cm et d'apporter de la terre végétale adaptée sur une épaisseur comprise entre 80 et 100 cm. Enfin, l'éclairage public sera modifié avec l'installation de luminaires LED permettant de renforcer le sentiment de sécurité et de réaliser des économies sur les consommations électriques communales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 416 166,50 € HT, plafonné à 1 200 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

📍 GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 416 166,50	100,00%
Total	1 416 166,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	600 000,00	42,37%
COMMUNE	816 166,50	57,63%
Total	1 416 166,50	100,00%

**DOSSIER N° EX072029 - CAR - RENOVATION DE LA RUE BOUCICAUT A FONTENAY-AUX-ROSES
- VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 252 029,20 € HT	30,00 %	375 608,76 €
	Montant total de la subvention		375 608,76 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Rénovation de la rue Boucicaut à Fontenay-aux-Roses", axe majeur desservant à la fois le cœur de ville de la commune et l'hôtel de ville.

Afin de redynamiser le centre-ville de Fontenay-aux-Roses, il est proposé la transformation de la rue Boucicaut sur sa section centrale, entre les places récemment rénovées du Général de Gaulle d'une part et de la Cavée d'autre part.

Dans le cadre de sa requalification, il est convenu d'adapter le domaine public aux PMR, de sécuriser la circulation piétonne et de rénover l'éclairage public.

Le cheminement piéton sera traité en dalle calcaire et la chaussée en enrobé hydrodécapé. Les quelques places de stationnement conservées (nombre réduit de 60%) seront traitées en pavé grès à joints poreux, les passages piétons seront quant à eux marqués par l'utilisation de pavés grès afin d'alerter l'automobiliste. Les espaces végétalisés seront reliés par des liaisons de trottoir en pavé grès à joints engazonnés, ce qui permettra d'augmenter de façon significative les surfaces désimperméabilisées.

Des lanternes "Beauregard" à LEDS seront installées tout le long de la rue.

Ce projet a également pour ambition de transformer cet axe en une véritable diagonale verte, créant un îlot de fraîcheur dans un quartier marqué jusqu'alors par sa minéralité. La suppression du stationnement permettra en effet de donner une large place aux espaces végétalisés, avec notamment la création d'une

bande plantée généreuse et la plantation de 15 arbres supplémentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût global de l'opération est estimé à 2 054 500 € HT, dont 1 984 500 € HT de dépenses travaux plafonnées à 1 252 029,20 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

 FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET MAITRISE D'OEUVRE	70 000,00	3,41%
TRAVAUX	1 984 500,00	96,59%
Total	2 054 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	375 608,76	18,28%
ETAT - DSIL (sollicitée)	514 770,50	25,06%
ETAT - FONDS VERT (sollicitée)	514 770,74	25,06%
SIPPEREC (sollicitée)	33 000,00	1,61%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	616 350,00	30,00%
Total	2 054 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX072034 - CAR - RENOVATION DE L'AVENUE JEAN JAURES A CHATENAY-MALABRY - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 637 119,13 € HT	30,00 %	491 135,74 €
	Montant total de la subvention		491 135,74 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Rénovation de l'avenue Jean Jaurès à Châtenay-Malabry".

Le projet de requalification de l'avenue Jean Jaurès concerne les trois sections suivantes :

- sections dites "La Forêt" et "Le Parc" longeant le parc de la Vallée-aux-Loups, respectivement entre l'allée des Romantiques et la rue René Louis Lafforgue, et entre cette dernière et l'arboretum ;
- section entre l'avenue Roger Salengro et la rue Jean Longuet ;
- section entre la rue Jean Longuet et la rue du Général de Gaulle.

Il est convenu d'y supprimer la circulation de transit par sa mise en sens unique, d'adapter le domaine public aux PMR et d'y organiser le stationnement notamment. Les véhicules circuleront dans le sens Longuet - Salengro et les vélos sur piste dans le sens contraire. Le réseau d'éclairage public sera rénové et les candélabres seront remplacés. Ce sera également l'occasion d'enfouir les réseaux aériens résiduels.

Les matériaux qualitatifs envisagés et les espaces végétalisés modifieront profondément l'existant. La chaussée sera traitée en enrobé noir, les trottoirs et les entrées du parc et de l'arboretum en pavé grès. Sur une majeure partie du linéaire de l'avenue Jean Jaurès, les vélos y circuleront en site propre (piste cyclable dédiée en résine beige d'1,50 m), sinon en contre-sens sur chaussée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 8 280 000 € HT, dont 7 630 000 € HT hors dépenses liées à la plus-value environnementale et plafonnées à 1 637 119,13 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%. Les dépenses liées à la végétalisation de l'avenue Jean Jaurès et permettant de viser une importante désimperméabilisation font l'objet d'une subvention au titre de la plus-value environnementale du CAR (fiche projet n° EX072063).

Localisation géographique :

 CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET MAÎTRISE D'OEUVRE	300 000,00	3,62%
TRAVAUX (hors plus-value environnementale)	7 330 000,00	88,53%
TRAVAUX VEGETALISATION (plus-value environnementale)	650 000,00	7,85%
Total	8 280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR)	491 135,74	5,93%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR plus-value environnementale)	195 000,00	2,36%
ETAT - DSIL (sollicitée)	2 420 000,00	29,23%
ETAT - FONDS VERT (sollicitée)	2 419 864,26	29,23%
SIPPEREC (sollicitée)	270 000,00	3,26%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	2 484 000,00	30,00%
Total	8 280 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072036 - CAR - RENOVATION THERMIQUE DE LA MEDIATHEQUE DE CLAMART
(PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE) - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	560 000,00 € HT	30,00 %	168 000,00 €
	Montant total de la subvention		168 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Rénovation thermique de la médiathèque de Clamart" au titre de la plus-value environnementale du CAR.

Dans le cadre du Plan de Climat Air Energie Territorial (PCAET) et du décret tertiaire relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments tertiaires, l'EPT Vallée Sud-Grand Paris a fait réaliser une campagne d'audits de son patrimoine bâti en vue d'élaborer un plan d'actions énergie immobilier. Parmi les 30 sites audités, la médiathèque de Clamart est ressortie comme pouvant faire l'objet de travaux sur une courte période (inférieure à un an), tout en visant un objectif de réduction des consommations d'énergie finale d'au moins 45%.

Le programme de travaux consiste à :

- équiper les radiateurs qui en sont dépourvus de robinet thermostatique ;
- remplacer les deux chaudières gaz existantes par une chaudière à condensation couplée à une pompe à chaleur afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de réduire les consommations d'énergie ;
- remplacer la CTA de la salle de conférence située en sous-sol, endommagée par les infiltrations, par une CTA plus performante, avec récupération d'énergie ; les locaux de la partie jeunesse au rez-de-chaussée pourraient être raccordés à cette CTA ;
- améliorer la ventilation de la salle du personnel au sous-sol par l'installation d'une ventilation double flux

indépendante et isoler les murs donnant sur l'extérieur de cette salle ;

- réparer et isoler les gaines de ventilation et conduites de chauffage situées en extérieur ;
- améliorer la ventilation du rez-de-chaussée et des étages par la pose de gaines de soufflage microperforées permettant de mieux répartir l'air neuf, la pose d'un calorifuge sur l'air soufflé permettant d'éviter le réchauffage de l'air dans les combles, la mise en place d'un rafraîchisseur adiabatique permettant de rafraîchir l'air soufflé sans pour autant grever les consommations du bâtiment, et éventuellement d'un système de récupération d'énergie sur l'air extrait si la place restreinte disponible dans les combles le permet ;
- remplacer les anciens luminaires par des luminaires basse consommation de type LED avec la mise en place de détecteurs de présence pour commander l'éclairage des circulations.

D'autre part, le diagnostic du bâtiment a identifié l'existence d'infiltrations d'eau actives en plancher haut du sous-sol implanté sous le parvis extérieur, de remontées d'humidité dans les habillages des murs contre terre, ainsi que des désordres de types rupture ou obturation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales enterrés. Le programme de travaux comprendra également la reprise de l'étanchéité sous parvis au-dessus des voûtes maçonnées formant plancher haut du niveau R-1, la création d'un drain au droit des parois maçonnées contre terre dans la hauteur des remblais sous parvis, et la réparation ou le remplacement des réseaux d'évacuation des eaux pluviales enterrés sous le parvis.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX072029 (1 stagiaire), EX072033 (1 stagiaire) et EX072034 (1 stagiaire).

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux de la rénovation thermique de la médiathèque de Clamart présentés au titre de la plus-value environnementale du CAR sont estimés à 672 935 € HT et plafonnés à 560 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

 CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	667 500,00	99,19%
BUREAU DE CONTRÔLE ET SPS	5 435,00	0,81%
Total	672 935,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	168 000,00	24,97%
(CAR plus-value environnementale)		
ETAT - DSIL (acquise)	136 228,00	20,24%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	368 707,00	54,79%
Total	672 935,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072042 - CAR - RENOVATION THERMIQUE DU CONSERVATOIRE DE MALAKOFF
(PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE) - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	642 000,00 € HT	30,00 %	192 600,00 €
	Montant total de la subvention		192 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Rénovation thermique du conservatoire de Malakoff" au titre de la plus-value environnementale du CAR.

Dans le cadre du Plan de Climat Air Energie Territorial (PCAET) et du décret tertiaire relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments tertiaires, l'EPT Vallée Sud-Grand Paris a fait réaliser une campagne d'audits de son patrimoine bâti en vue d'élaborer un plan d'actions énergie immobilier. Parmi les 30 sites audités, le conservatoire de Malakoff est ressorti comme pouvant faire l'objet de travaux sur une courte période (inférieure à un an), tout en visant un objectif de réduction des consommations d'énergie finale d'au moins 45%.

Le programme de travaux consiste à :

- améliorer l'isolation des parois opaques donnant sur l'extérieur par la mise en œuvre d'une isolation thermique extérieure, voire d'une isolation thermique intérieure si l'impact sur l'aspect architectural est trop important ;
- améliorer l'isolation des parois vitrées par la mise en œuvre de menuiseries neuves plus performantes d'un point de vue énergétique, ou de menuiseries en doublage intérieur des existantes si la solution d'une isolation thermique intérieure était retenue ;
- remplacer la chaudière existante par une chaudière à condensation couplée à une pompe à chaleur, afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de réduire les consommations d'énergie ;

- remplacer les quatre CTA existantes par des CTA double flux à récupération de chaleur, modulation du débit sur sonde CO2, contrôle de l'hygrométrie via des humidificateurs internes ou externes ;
- remplacer les anciens luminaires par des luminaires basse consommation de type LED et mettre en place de détecteurs de présence pour commander l'éclairage des circulations.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX072029 (1 stagiaire), EX072033 (1 stagiaire) et EX072034 (1 stagiaire).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût du projet de rénovation thermique du conservatoire de Malakoff est estimé à 899 072 € HT, dont 811 300 € HT de dépenses éligibles à la plus-value environnementale du CAR et plafonnées à 642 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

📍 MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET MAÎTRISE D'OEUVRE	82 337,00	9,16%
BUREAU DE CONTRÔLE ET SPS (non retenues)	5 435,00	0,60%
TRAVAUX (plus-value environnementale)	811 300,00	90,24%
Total	899 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR plus-value environnementale)	192 600,00	21,42%
ETAT - DSIL (acquise)	255 397,00	28,41%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	451 075,00	50,17%
Total	899 072,00	100,00%

DOSSIER N° EX072049 - CAR - RENOVATION THERMIQUE DE LA MEDIATHEQUE DE FONTENAY-AUX-ROSES (PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE) - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	931 333,33 € HT	30,00 %	279 400,00 €
	Montant total de la subvention		279 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 15 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Rénovation thermique de la médiathèque de Fontenay-aux-Roses" au titre de la plus-value environnementale du CAR.

Dans le cadre du Plan de Climat Air Energie Territorial (PCAET) et du décret tertiaire relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments tertiaires, l'EPT Vallée Sud-Grand Paris a fait réaliser une campagne d'audits de son patrimoine bâti en vue d'élaborer un plan d'actions énergie immobilier. Parmi les 30 sites audités, la médiathèque de Fontenay-aux-Roses est ressortie comme pouvant faire l'objet de travaux sur une courte période (inférieure à un an), tout en visant un objectif de réduction des consommations d'énergie finale d'au moins 45%.

Le programme de travaux consiste à :

- isoler par flocage la sous face des planchers hauts des locaux non chauffés tels que la chaufferie, afin de réduire les consommations de chauffage ;
- remplacer les menuiseries extérieures, tout en respectant les exigences des architectes des bâtiments de France, notamment en ce qui concerne les baies des salons en façade du château ;
- remplacer les ventilo-convecteurs défectueux et les radiateurs existants par des corps de chauffe basse température ;
- remplacer le groupe froid existant par une pompe à chaleur réversible, permettant ainsi de maintenir le

rafraichissement de certains locaux en diminuant la consommation d'énergie et l'impact sur l'environnement ;

- remplacer la CTA existante par une CTA double flux à récupération de chaleur, modulation du débit sur sonde CO2, contrôle de l'hygrométrie via des humidificateurs internes ou externes ;
- remplacer les anciens luminaires par des luminaires basse consommation de type LED et mettre en place de détecteurs de présence pour commander l'éclairage des circulations.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX072029 (1 stagiaire), EX072033 (1 stagiaire) et EX072034 (1 stagiaire).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût du projet de rénovation thermique de la médiathèque de Fontenay-aux-Roses est estimé à 1 500 732 € HT, dont 1 428 050 € HT de dépenses éligibles à la plus-value environnementale du CAR et plafonnées à 931 333,33 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

🏠 FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET MAÎTRISE D'OEUVRE	67 247,00	4,48%
BUREAU DE CONTRÔLE ET SPS	5 435,00	0,36%
TRAVAUX (plus-value environnementale)	1 428 050,00	95,16%
Total	1 500 732,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR plus-value environnementale)	279 400,00	18,62%
ETAT -DSIL (acquise)	280 000,00	18,66%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	941 332,00	62,72%
Total	1 500 732,00	100,00%

DOSSIER N° EX072063 - CAR - VEGETALISATION DE L'AVENUE JEAN JAURES A CHATENAY-MALABRY (PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE) - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	650 000,00 € HT	30,00 %	195 000,00 €
Montant total de la subvention			195 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Vallée Sud-Grand Paris (404 033 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Végétalisation de l'avenue Jean Jaurès à Châtenay-Malabry" au titre de la plus-value environnementale du CAR.

Le projet de rénovation de l'avenue Jean Jaurès intègre un important volet de végétalisation des espaces publics permettant notamment de désimperméabiliser cet axe majeur desservant le parc de la Vallée-aux-Loups jusqu'au parc départemental de Sceaux.

Pour rappel, le secteur concerné par le programme de travaux de végétalisation comprend trois sections :

- sections dites "La Forêt" et "Le Parc" longeant le parc de la Vallée-aux-Loups, respectivement entre l'allée des Romantiques et la rue René Louis Lafforgue, et entre cette dernière et l'arboretum ;
- section entre l'avenue Roger Salengro et la rue Jean Longuet ;
- section entre la rue Jean Longuet et la rue du Général de Gaulle.

Les travaux de végétalisation porteront sur la plantation de 109 arbres et de végétaux nouveaux en guise de couvre-sol, qui contribueront à l'apaisement de cet axe et à la continuité de la trame verte entre le parc de la Vallée-aux-Loups et le parc de Sceaux.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX072029 (1 stagiaire), EX072033 (1 stagiaire) et EX072034 (1 stagiaire).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût du projet de rénovation de l'avenue Jean Jaurès à Châtenay-Malabry est estimé à 8 280 000 € HT, dont 650 000 € HT de dépenses éligibles à la plus-value environnementale du CAR.

Ces dépenses éligibles portent sur la plantation d'arbres et la végétalisation de cet axe et de ses abords immédiats. La subvention est calculée au taux de 30%.

Les dépenses de travaux de rénovation de l'avenue non éligibles à la plus-value environnementale font l'objet de la fiche-projet n°EX072034.

Localisation géographique :

 CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET MAÎTRISE D'OEUVRE	300 000,00	3,62%
TRAVAUX (hors plus-value environnementale)	7 330 000,00	88,53%
TRAVAUX VEGETALISATION (plus-value environnementale)	650 000,00	7,85%
Total	8 280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR)	491 135,74	5,93%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (CAR plus-value environnementale)	195 000,00	2,36%
ETAT - DSIL (sollicitée)	2 420 000,00	29,23%
ETAT - FONDS VERT (sollicitée)	2 419 864,26	29,23%
SIPPEREC (sollicitée)	270 000,00	3,26%
VALLEE SUD-GRAND PARIS	2 484 000,00	30,00%
Total	8 280 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX071206 - CAR - RECONSTRUCTION ET AMELIORATION ENERGETIQUE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - GOURNAY-SUR-MARNE (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	778 400,00 € HT	50,00 %	389 200,00 €
	Montant total de la subvention		389 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOURNAY-SUR-MARNE

Adresse administrative : 7 AV FOCH
93460 GOURNAY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric SCHLEGEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Gournay-sur-Marne (6 905 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Reconstruction et amélioration énergétique de l'éclairage public ».

La commune a créé son schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL) en menant une réflexion trame verte et noire et en intégrant l'innovation avec un objectif de diminution de la consommation énergétique. Elle a également lancé un audit qui a établi la situation suivante : le patrimoine d'éclairage public est composé de 1056 points lumineux, dont 947 sont à passer en LED. 90% de types de lampes sont à changer et 81% des lanternes sont vétustes, 10% dans un état moyen et 9% en bon état. Sur les 22 armoires que compte la commune, 70% sont à reprendre pour cause de non-conformité électrique et de vétusté des équipements. Dans certains cas, une mise en conformité nécessite également le remplacement du réseau de câbles. Les points lumineux sont alimentés en totalité par un réseau basse tension.

Devant ce constat, la commune souhaite reconstruire et améliorer son éclairage public avec plusieurs objectifs :

- Augmenter la qualité du service (uniformisation de l'éclairage par type de voirie, amélioration du rendement de l'éclairage, pilotage au point lumineux, fiabilisation de la détection des pannes) ;
- Hiérarchiser les voies en cinq secteurs (primaire, secondaire, centre-ville, résidentiel individuel et voiries piétonnes/square) ;

- Améliorer le patrimoine communal (remplacement de l'ensemble des lanternes en éclairage LED, rénovation et réduction du nombre d'armoires, changement de mâts, rénovation des coffrets, changement de câbles, etc.) ;
- Assurer la transition énergétique (réaliser des économies d'au moins 50%, supprimer les sources énergivores) ;
- Sécuriser la ville (garantir un niveau d'éclairage minimum, adapter l'éclairage en fonction des événements et des périodes de l'année).


Il est donc prévu le remplacement de 1050 lanternes équipées de sources dites « ballon fluorescent » ou « boules » considérées comme vétustes ou énergivores, notamment pour se mettre en conformité avec les préconisations du Grenelle II. Par ailleurs, 13 armoires et 704 coffrets de classe II devront être remplacés ainsi que 50 mâts. Deux kilomètres de câble en cuivre nu devront être renouvelés. Le bilan énergétique est estimé à une diminution de 47 tonnes de CO2, une économie d'énergie globale de 61% sur dix ans et un gain d'environ 390 924 kWh/an.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 386 540,00 € HT, plafonné à 778 400 € HT (base subventionnable retenue). La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 GOURNAY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 386 540,00	100,00%
Total	1 386 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	389 200,00	28,07%
ETAT - DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (sollicitée)	381 378,00	27,51%
COMMUNE	615 962,00	44,42%
Total	1 386 540,00	100,00%

DOSSIER N° EX067569 - CAR - REHABILITATION DE L'HÔTEL DE VILLE - NEUILLY-PLAISANCE (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY-PLAISANCE

Adresse administrative : 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE
93360 NEUILLY PLAISANCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian DEMUYNCK, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 28 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Neuilly-Plaisance (21 007 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Réhabilitation de l'hôtel de ville".

L'hôtel de ville est composé de 4 bâtiments distincts situés au 4-6 rue du Général de Gaulle :

- Le bâtiment principal sur 3 niveaux ;
- Un deuxième bâtiment, dit « l'annexe scolaire », sur 2 niveaux ;
- Un troisième bâtiment sur 2 niveaux voué à la démolition ;
- Un quatrième bâtiment, dit « l'ancienne trésorerie », sur 3 niveaux, actuellement aux trois quarts vide et qui accueillera les services municipaux qui occupent actuellement le bâtiment n°3.

Les travaux doivent permettre de diminuer les consommations énergétiques des bâtiments, de transformer les usages au sein des bâtiments, de garantir le respect des règles de sécurité, d'optimiser l'usage du numérique et d'améliorer l'environnement de travail des agents.

Les travaux envisagés sur les trois bâtiments de l'hôtel de ville concernent la réhabilitation intérieure et la rénovation énergétique des bâtiments (réfection des couvertures et isolation thermique des toits terrasses et parois verticales). Les trois bâtiments seront reliés à la nouvelle chaufferie dont le système de chauffage sera modernisé (passage de chaudières fioul à des chaudières à condensation gaz). Des ventilations mécaniques double-flux seront mises en place dans les bâtiments, permettant le

renouvellement d'air hygiénique réglementaire.

Les installations électriques, les systèmes de sécurité incendie, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite seront mises aux normes. Les systèmes d'éclairage dans les bureaux seront modifiés et le réseau de courant faible, en vue du développement massif du numérique, sera adapté. Une salle spécifique et sécurisée sera créée pour héberger les systèmes d'information.

Les toitures-terrasses seront végétalisées sur une surface de 225 m² améliorant le traitement de cette cinquième façade pour les riverains et pour les agents.


L'ensemble des bâtiments atteindra le label BBC-Effinergie rénovation avec des gains compris entre 67 et 74%.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 3 013 207,58 € HT, plafonné à 1 400 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 NEUILLY-PLAISANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 013 207,58	100,00%
Total	3 013 207,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	700 000,00	23,23%
METROPOLE DU GRAND PARIS (FOND D'INTERVENTION METROPOLITAIN) - acquis	454 925,00	15,10%
COMMUNE	1 858 282,58	61,67%
Total	3 013 207,58	100,00%

DOSSIER N° EX070969 - CAR - PLACE JEAN-BAPTISTE CLEMENT : RESTAURATION, MISE EN VALEUR DU KIOSQUE ET RESIDENTIALISATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE - VILLETANEUSE (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	197 000,00 € HT	50,00 %	98 500,00 €
	Montant total de la subvention		98 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLETANEUSE
Adresse administrative : 1 PL DE L HOTEL DE VILLE
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dieunor EXCELLENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Villetaneuse (13 656 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Place Jean-Baptiste Clément : restauration, mise en valeur du kiosque et résidentialisation de l'école élémentaire ».

Afin de rendre à la place son statut de lieu central de Villetaneuse, d'espace de convivialité entre habitants mais aussi de lieu d'accueil d'évènements et de festivités, la Ville souhaite procéder à plusieurs aménagements.

Tout d'abord, le kiosque, édifié en 1933, situé au centre de cette place est un des éléments architecturaux les plus anciens de la ville et également qualifié de patrimoine local dans le PLUi de Plaine Commune. En raison de sa vétusté générale, il est fermé au public ; sont à noter notamment une fissuration de la dalle, une corrosion de la structure, une dégradation du soubassement en pierre, une dégradation des marches, un mauvais état des ferronneries. Il est nécessaire, par soucis de préservation du patrimoine historique et culturel local, de le restaurer dans le respect de sa structure originelle : la maçonnerie sera reprise et les ferronneries seront réparées. Des travaux de ravalement sont également prévus : nettoyage de la pierre de soubassement, reprise et remise en peinture de l'édifice, de l'escalier et des ferronneries. L'opération comprend également l'ajout d'éléments concourant à sa mise en valeur, à savoir de l'éclairage et l'installation du courant électrique. Une végétalisation de la toiture est envisagée afin de gérer les eaux pluviales.

Ensuite, la municipalité souhaite également procéder à la résidentialisation des abords de l'école élémentaire Jean-Baptiste Clément. Les nuisances sont courantes et entraînent régulièrement des conflits d'usages avec la présence de l'école. Cette opération entend sécuriser les abords de l'école en procédant à la séparation des usages. Les travaux comprendront l'installation d'un barriérage entre l'école et la place, ainsi que la création de portails piétons et voitures pour les équipes enseignantes et l'ajout d'un visiophone. Afin que le barriérage ne soit pas perçu comme un élément sécuritaire venant en incohérence avec l'environnement urbain, celui-ci pourra bénéficier d'un habillage urbain, végétal et culturel.

Ces réaménagements par la Ville viennent en complément des travaux réalisés par l'EPT Plaine Commune pour le réaménagement de la place (revêtement du sol, travail sur les espaces verts) : ces travaux-ci ne font pas partie de la base subventionnable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 220 000 € HT, plafonné à 197 000 € HT de travaux seuls comme base subventionnable. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 VILLETANEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES (NON ELIGIBLES)	23 000,00	10,45%
TRAVAUX	197 000,00	89,55%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	98 500,00	44,77%
COMMUNE	121 500,00	55,23%
Total	220 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX067883 - CAR - RENOVATION THERMIQUE ET REHABILITATION DU GROUPE
SCOLAIRE DU MOULIN A VENT : RESTAURANT SCOLAIRE - CHENNEVIERES-SUR-MARNE**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Adresse administrative : 14 AV DU MARECHAL LECLERC
94430 CHENNEVIERES SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Pierre BARNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 1 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Chennevières-sur-Marne (18 039 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Rénovation thermique et réhabilitation du groupe scolaire Moulin à vent : restaurant scolaire ».

Le groupe scolaire construit en 1970 accueille environ 350 enfants. L'enveloppe des bâtiments n'est pas isolée, sauf certaines toitures, et toutes les fenêtres sont en simple vitrage. La performance thermique globale de l'établissement est donc mauvaise.

En complément de la première opération du contrat portant sur les bâtiments scolaires et périscolaires, cette opération comprend la réhabilitation énergétique et la mise aux normes du restaurant scolaire, avec des objectifs d'amélioration des performances énergétiques (40% de réduction des consommations d'énergie finale), du confort des occupants (thermique, acoustique, visuel, qualité de l'air...), de l'accessibilité PMR et de réduction de l'empreinte environnementale du site.

Les travaux porteront principalement sur les lots suivants : le gros œuvre, les façades avec isolation et mise en place d'un bardage, le remplacement des menuiseries extérieures, les cloisons, doublages et faux-plafonds, la reprise des revêtements et peintures, l'électricité, la plomberie, le chauffage et la ventilation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 870 602 € HT, plafonné à 600 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

■ CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
GROS OEUVRE	23 310,00	2,68%
TRAITEMENT DES FACADES	177 000,00	20,33%
MENUISERIES EXTERIEURES	115 600,00	13,28%
METALLERIE-SERRURERIE	19 100,00	2,19%
CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS	83 490,00	9,59%
REVETEMENTS ET PEINTURES	146 495,00	16,83%
ELECTRICITE	81 709,00	9,39%
PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION	223 898,00	25,72%
Total	870 602,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	300 000,00	34,46%
METROPOLE DU GRAND PARIS (sollicitée)	259 236,00	29,78%
COMMUNE	311 366,00	35,76%
Total	870 602,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073830 - CAR - RÉHABILITATION DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ -
FRANCONVILLE (95)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRANCONVILLE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Xavier MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Franconville (37 347 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation du centre municipal de santé ».

La construction du bâtiment accueillant le Centre Municipal de Santé (CMS) date de 1980 et est implanté au cœur de la commune de Franconville au 9 rue de la Station, à proximité de la Mairie.

Il est composé d'une équipe offrant une prise en charge disciplinaire dans le domaine médical, paramédical et dentaire. Au rez-de-chaussée sont regroupés le guichet d'accueil et les bureaux administratifs. Le bâtiment abrite également la Protection Maternelle et Infantile (PMI) au rez-de-chaussée. Le service médical au 1er étage est composé de 9 cabinets et d'une infirmerie. Le service dentaire, situé au 2ème étage, est composé de 4 cabinets et de 2 salles.

Le laboratoire de prothèses est actuellement inexploité en l'absence d'un prothésiste.

Le CMS assure des soins médicaux (médecine générale et spécialités) secondés par un service de soins infirmiers et de prélèvements. Une orthoptiste et une diététicienne complètent l'ensemble. Le Centre Municipal de Santé a adhéré à l'accord national des centres de santé depuis 2015. Il assure, sur présentation de la carte vitale, la pratique du tiers payant.

A ce jour, le CMS est composé d'un pôle administratif de 9 personnes et d'un pôle médical totalisant 33 personnes (11 médecins, 5 chirurgiens-dentistes et 8 professionnels spécialisés dans le paramédical).

Le CMS est devenu un bâtiment vétuste et hautement énergivore. En effet, depuis sa création, ce dernier n'a fait l'objet d'aucune rénovation énergétique et est devenu au fil des années une véritable passoire

thermique.

C'est la raison pour laquelle la ville souhaite procéder à la réhabilitation, notamment énergétique, de cette structure. L'objectif poursuivi par la ville de Franconville vise à :

- abaisser les consommations d'énergie du bâtiment,
- minorer significativement les coûts liés à la facture d'énergie,
- réduire l'empreinte carbone du bâtiment.

Les travaux relatifs aux aménagements intérieurs et extérieurs seront les suivants :

- la pose d'une isolation thermique par l'extérieur (ITE),
- l'augmentation de l'isolation en toiture terrasse,
- l'installation d'une ventilation double flux avec récupération des calories,
- le remplacement de l'ensemble des menuiseries extérieures.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 680 304,62 € HT, plafonné à hauteur de 400 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	400 000,00	23,81%
TRAVAUX (non éligibles)	1 240 404,62	73,82%
HONORAIRES (non éligibles)	39 900,00	2,37%
Total	1 680 304,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	200 000,00	11,90%
ÉTAT - DPV (sollicité)	230 000,00	13,69%
DÉPARTEMENT 95 (sollicité)	350 000,00	20,83%
AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ (sollicitée)	250 000,00	14,88%
COMMUNE	650 304,62	38,70%
Total	1 680 304,62	100,00%

DOSSIER N° EX073831 - CAR - RÉHABILITATION ET EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE RENÉ WATRELOT - FRANCONVILLE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041482-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRANCONVILLE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Xavier MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Franconville (37 347 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation et extension du groupe scolaire René Watrelot ».

L'école-gare René Watrelot, regroupant une maternelle et une école élémentaire, est située rue du Noyer Mulot à Franconville.

Pour accompagner la création de nombreux logements sur son territoire, la commune a pour objectif de développer son parc d'équipements publics et notamment certains de ses groupes scolaires.

Dans ce contexte, la ville souhaite agrandir et restructurer le groupe scolaire René Watrelot afin d'adapter leurs organisations à l'évolution des effectifs qui s'organisera autour de plusieurs espaces :

- l'école maternelle : le projet comprendra la création de quatre classes supplémentaires en maternelle. La future école pourra accueillir 90 enfants supplémentaires portant les effectifs à 240 élèves. Il sera prévu l'aménagement de 8 salles d'exercices. Les espaces partagés seront adaptés et intégreront des dortoirs, une salle de motricité et des salles de propreté.

- l'école élémentaire : le projet comprendra la création de quatre classes supplémentaires en élémentaire. L'école qui devrait accueillir 108 élèves supplémentaires va disposer de 4 nouvelles classes ; les effectifs passeront à 270 élèves. Les salles présenteront une superficie de 55 m². La surface des locaux annexes (sanitaires, rangements) sera adaptée en conséquence.

- le restaurant : dans le cadre de l'opération, le restaurant sera conservé en lieu et place. Toutefois, afin de répondre aux besoins des 435 futurs rationnaires (85% des élèves sont demi-pensionnaires), des travaux d'agrandissement de l'office de réchauffage et des salles de restauration maternelle et

élémentaire seront réalisés.

- l'Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) : en vue de l'arrivée de nouveaux enfants, des salles d'activités spécifiques avec rangement et sanitaires à proximité seront aménagées. L'ALSH disposera d'un accès indépendant.

- des espaces d'activités : ils seront aménagés et réhabilités et regrouperont une bibliothèque pour la maternelle et une bibliothèque pour l'élémentaire, une salle dédiée aux réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), une salle informatique et une salle de motricité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 8 107 078,27 € HT, plafonné à hauteur de 1 600 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	1 600 000,00	19,74%
TRAVAUX (non éligibles)	5 718 392,85	70,54%
HONORAIRES (non éligibles)	788 685,42	9,73%
Total	8 107 078,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	800 000,00	9,87%
DÉPARTEMENT 95 (sollicité)	2 195 517,85	27,08%
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (sollicitée)	243 162,00	3,00%
COMMUNE	4 868 398,42	60,05%
Total	8 107 078,27	100,00%

DOSSIER N° EX073833 - CAR - BONUS ENVIRONNEMENTAL ET DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE LIÉ AU GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY - MONTMORENCY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMORENCY

Adresse administrative : 2 AVENUE FOCH
95160 MONTMORENCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Maxime THORY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montmorency (21 688 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Bonus environnemental et de performance énergétique lié au groupe scolaire Jules Ferry ».

Pour cette opération, la ville souhaite s'engager dans une démarche environnementale forte avec pour objectif l'obtention de la certification HQE Bâtiment Durable niveau Excellent, la réduction de - 60% des consommations d'énergie du site existant (Décret Eco Energie Tertiaire - objectif horizon 2050) et l'atteinte du niveau E3C1 du label E+C- pour les extensions neuves. De plus, les parties d'extensions neuves répondent aux exigences de la RE2020.

Une conception vertueuse en matière d'empreinte carbone est recherchée, avec l'atteinte du niveau Carbone 1 du label E+C- pour l'extension de la rénovation et l'atteinte du niveau Carbone 2 pour l'extension ALSH. Ces niveaux sont atteints grâce à une démarche de sobriété matière, de réemploi et l'utilisation de matériaux neufs bas carbone : en effet l'ensemble de la structure, mur et toiture, des extensions neuves est pensée en bois. De plus, un isolant biosourcé a été privilégié pour l'isolation des murs ossatures bois en ouate de cellulose ou laine de bois. Le bois est parallèlement utilisé pour les préaux et auvents du projet, ainsi que pour le revêtement des façades via un bardage bois. Le linoléum, un matériau naturel et bas carbone, est également mis en place pour les revêtements de sol.

Le projet vise à limiter au maximum les consommations énergétiques avec un effort important sur l'enveloppe du projet, tant sur les extensions neuves que sur la rénovation des bâtiments existants. L'isolation des murs et des toitures est particulièrement importante. Cela permet de contribuer à la réduction de - 60% des consommations d'énergie existantes et à l'atteinte du niveau Energie 3 du label

E+C- pour les extensions neuves.

Le niveau Energie 3 du label E+C- s'obtient également grâce à une production de chaleur renouvelable via une chaufferie biomasse. Cette chaufferie biomasse permettra d'alimenter l'ensemble du site en chauffage et en ECS pour la restauration.

Le renouvellement d'air est assuré par une ventilation mécanique double-flux. La performance énergétique est poussée au maximal avec le choix de CTAs très qualitatives de la marque SWEGON avec un rendement de l'échangeur de chaleur supérieur à 80%. Pour assurer une très bonne qualité de l'air, les débits de ventilation prévus vont au-delà de la réglementation avec un renouvellement d'air de 30 m3/h/personne. Des sondes de CO2 sont installées dans les classes avec un voyant qui permet d'informer les enseignants et le personnel sur le besoin de ventiler éventuellement plus en ouvrant les fenêtres.

Enfin, le projet paysager vise à revégétaliser la cour actuellement très minérale en créant une cour « oasis ». Cette cour très végétalisée permettra de contribuer au bien-être des enfants, à la réduction des îlots de chaleur et à la gestion des eaux pluviales. Les massifs arbustifs végétalisés seront des espaces d'infiltration des eaux pluviales. Les sols minéraux seront au maximum pentés vers les espaces végétalisés afin d'arroser naturellement ces végétaux. Enfin, plusieurs cuves de récupération des eaux pluviales sont mises en place ce qui permettra d'assurer le besoin en arrosage des végétaux et ainsi de limiter la consommation en eau potable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 349 480 € HT, plafonné à hauteur de 1 000 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%

Localisation géographique :

■ MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	1 000 000,00	74,10%
TRAVAUX (non éligibles)	184 000,00	13,63%
HONORAIRES (non éligibles)	165 480,00	12,26%
Total	1 349 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	500 000,00	37,05%
DÉPARTEMENT 95 (sollicitées)	337 370,00	25,00%
COMMUNE	512 110,00	37,95%
Total	1 349 480,00	100,00%

DOSSIER N° EX073834 - CAR - RÉALISATION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS - MONTMORENCY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMORENCY

Adresse administrative : 2 AVENUE FOCH
95160 MONTMORENCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Maxime THORY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montmorency (21 688 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réalisation d'un accueil de loisirs sans hébergement ».

Le groupe scolaire Jules Ferry (objet de la fiche IRIS n° EX073835) et l'accueil de loisirs sont intégrés dans une même structure mais leur fonctionnalité et leur accessibilité sont différenciées : l'entrée du groupe scolaire Jules Ferry est située au 101 avenue Charles de Gaulle tandis que les locaux de l'espace de loisirs ne sont accessibles qu'à partir du 12 rue des Sablons.

L'augmentation de l'effectif scolaire et de la demande en accueil périscolaire des dernières années a entraîné une modification de l'utilisation des locaux de l'école primaire. Les deux salles polyvalentes (appelés préaux couverts) sont désormais utilisées pour l'accueil périscolaire élémentaire et comme espace de stockage. L'école ne dispose donc plus de ces salles polyvalentes, qui offraient aux élèves et aux enseignants un autre espace d'apprentissage. La salle informatique et la bibliothèque ont été converties en salles de classe. La salle des maîtres de l'école maternelle a été convertie en bureau de direction de l'accueil de loisirs. Les espaces d'apprentissage et d'enseignement de l'école élémentaire se limitent désormais aux seules salles de classe.

Ce groupe scolaire présente donc actuellement des surfaces nettement insuffisantes pour répondre aux besoins d'accueil des enfants inscrits, aussi bien en accueil de loisirs, en école maternelle et en école élémentaire.

Ainsi, la volonté première de la ville de Montmorency est de créer de bonnes conditions d'accueil du périscolaire maternel et élémentaire.

Le projet propose de créer une extension, sur deux niveaux, côté cour de récréation, au niveau de l'actuel

bâtiment des logements qui accueillera les grands espaces du futur centre de loisirs (rez-de-chaussée). Le centre de loisirs se positionne dans le bâtiment des logements et dans l'extension attenante. Les grandes salles polyvalentes seront intégrées à l'extension des bâtiments, idéalement situées par leur ouverture sur la cour de récréation. À la suite de la récente crise sanitaire liée au COVID, le projet communal a donné une large place réservée aux espaces extérieurs qui pourront accueillir diverses activités (musique, sport, etc.). Le même principe est appliqué à la salle de jeux qui s'ouvre sur la cour. Cet espace est situé au niveau de l'école élémentaire. Relié directement au hall d'entrée, il est connecté au reste de l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH). La qualité architecturale de cet espace ouvert sur cour est conservée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 3 077 405 € HT, plafonné à hauteur de 500 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%

Localisation géographique :

 MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	500 000,00	16,25%
TRAVAUX (non éligibles)	2 200 045,00	71,49%
HONORAIRES (non éligibles)	377 360,00	12,26%
Total	3 077 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	8,12%
ÉTAT - DSIL 2023 (sollicitées)	980 558,00	31,86%
CONSEIL DÉPARTEMENTAL 95 (sollicitées)	677 029,00	22,00%
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES 95	210 000,00	6,82%
COMMUNE	959 818,00	31,19%
Total	3 077 405,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073835 - CAR - RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY -
MONTMORENCY (95)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMORENCY

Adresse administrative : 2 AVENUE FOCH
95160 MONTMORENCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Maxime THORY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montmorency (21 688 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation du groupe scolaire Jules Ferry ».

Le groupe scolaire Jules Ferry et l'accueil de loisirs (objet de la fiche IRIS n° EX073834) sont intégrés dans une même structure mais leur fonctionnalité et leur accessibilité sont différenciées : l'entrée du groupe scolaire Jules Ferry est située au 101 avenue Charles de Gaulle tandis que les locaux de l'espace de loisirs ne sont accessibles qu'à partir du 12 rue des Sablons.

Le groupe scolaire présente actuellement des surfaces ne répondant plus aux besoins d'accueil des enfants inscrits en école maternelle et en école élémentaire.

Le bâtiment existant a été construit en 1965 (actuellement l'école élémentaire et les logements) et a fait l'objet d'une extension en 2002 (école maternelle) et n'a fait, depuis, l'objet d'aucune rénovation globale. En conséquence, l'ensemble de ces équipements techniques nécessite une remise à niveau, et le bâtiment ne possède aucune isolation. A noter également que le bâtiment des logements est aujourd'hui inexploité.

Le projet du groupe scolaire Jules Ferry intègre une réhabilitation complète des locaux existants incluant une isolation thermique par l'extérieur des façades et sous toiture. L'objectif environnemental consiste à réduire de - 60% les consommations de l'existant. Le projet proposé répond aux objectifs programmatiques et environnementaux.

Le parti d'aménagement retenu intègre les intentions suivantes :

- rendre lisibles les entrées et proposer une gestion des flux simplifiée ;
- retenir un aménagement paysager des cours avec une végétalisation importante et la création d'îlots de fraîcheur ;
- réaliser un bâtiment bioclimatique ambitieux.

Il sera ainsi retenu la configuration du bâtiment des logements, plus cloisonné, pour y intégrer les bureaux, dans un souci d'économie. Lorsque cela est possible, les parquets en bois massif sont conservés proposant des espaces de travail de qualité. L'école élémentaire se situe dans l'actuel bâtiment des élémentaires et s'étend au R1 de l'extension sur cour pour y loger les nouvelles classes et les espaces dédiés aux réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED). Toutes les classes donnent ainsi sur cour, elles sont lumineuses et sans vis à vis.

L'entrée de la maternelle reste au niveau de la rue des Sablons, son parvis est transformé pour être accueillant et ouvert vers l'extérieur. Il sépare les différents flux (maternelle / crèche) et privilégie les circulations douces.

L'emprise du bâtiment de l'école maternelle reste presque identique. Le parvis d'entrée donne sur un hall lumineux qui dispose d'un accès direct vers la cour de récréation. Le hall de l'école et le hall de restauration sont mutualisés, formant ainsi un seul espace fonctionnel.

La salle de motricité occupe l'ancienne salle de restauration maternelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 5 893 133 € HT, plafonné à hauteur de 1 500 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%

Localisation géographique :

■ MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	1 500 000,00	25,45%
TRAVAUX (non éligibles)	3 670 503,00	62,28%
HONORAIRES (non éligibles)	722 630,00	12,26%
Total	5 893 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	750 000,00	12,73%
ÉTAT - DSIL 2021 (acquises)	1 094 076,00	18,57%
ÉTAT - DSIL 2023 (sollicitées)	1 300 000,00	22,06%
DÉPARTEMENT 95 (sollicitées)	972 366,94	16,50%
COMMUNE	1 776 690,06	30,15%
Total	5 893 133,00	100,00%

Annexe 4 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional de Lieusaint

AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LIEUSAIN (77)
--

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Lieusaint, sise 55 rue de Paris CS 50333 - 77567 Lieusaint cedex - représentée par son Maire, Monsieur Michel BISSON, en vertu de la délibération du conseil municipal du 3 février 2020,

ci-après dénommée « la commune de Lieusaint »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

✂ le contrat d'aménagement régional de la commune de Lieusaint signé le 29 mars 2021 et la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-373 du 23 septembre 2020,

✂ le courrier de demande de prorogation en date du 6 février 2023 envoyé par la commune de Lieusaint,

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'aménagement régional d'un an pour présentation de l'affectation de l'opération « réaménagement du centre-ville / parvis central ».

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée du CAR d'une année supplémentaire, et viendra à échéance le 23 septembre 2024.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Lieusaint, le
Pour la commune de Lieusaint
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la région Île-de-France
La Présidente

Michel BISSON

Valérie PECRESSE

Annexe 5 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional de Montereau-Fault-Yonne

AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune Montereau-Fault-Yonne, sise 54 rue Jean Jaurès - 77875 Montereau cedex - représentée par son Maire, Monsieur James CHERON, en vertu de la décision du 6 avril 2023,

ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- La délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional avec la commune Montereau-Fault-Yonne et à l'affectation de l'opération « Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » ;
- Le contrat d'aménagement régional de la commune de Montereau-Fault-Yonne signé le 5 juillet 2021 ;
- La convention de réalisation de l'opération « Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » signée le 22 octobre 2021 ;
- Le courrier en date du 4 avril 2023 envoyé par la commune de Montereau-Fault-Yonne annonçant la substitution de l'opération « Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » par une nouvelle opération « Réhabilitation de la cuisine centrale » ;
- La décision du maire du 6 avril 2023 ;
- La délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023.

Considérant l'obtention d'autres subventions par des partenaires institutionnels conduisant à optimiser son financement pour l'opération « Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » votée lors de la CP n° 2021-167 du 1^{er} avril 2021 ;

Considérant la nécessité pour la commune de ne pas perdre le bénéfice du financement régional grâce à la substitution dans le contrat d'aménagement régional de l'opération « Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup » par l'opération « Réhabilitation de la cuisine centrale » ;

Considérant les dépenses de réalisation du projet de « Réhabilitation de la cuisine centrale » estimées à 799 189 € HT plafonnées à 370 266 € HT au taux de 50%. Le montant de la subvention qui est de 185 133 € HT reste identique à l'opération substituée ;

Article 1 :

L'annexe 1 du contrat initial est modifiée comme suit :

TABLEAU - Initial

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION TTC			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2021	2022	2023	Taux %	Montant en €
Aménagement du parvis de la collégiale Notre Dame et Saint Loup	544 033,00	370 266,00	148 106,40	37 026,60	0,00	50%	185 133,00
Création d'un centre municipal de santé dans les locaux de l'ancienne Trésorerie Principale	891 586,00	748 220,00	299 288,00	74 822,00	0,00	50%	374 110,00
Aménagement locaux Place Eymard Duvernay	596 507,00	596 507,00	238 602,80	59 650,70	0,00	50%	298 253,50
Réfection des vestiaires du Centre Technique Municipal	100 000,00	85 954,00	42 977,00	0,00	0,00	50%	42 977,00
Réfection et renforcement de la toiture de la Maison des Services Publics	199 053,00	199 053,00	99 526,50	0,00	0,00	50%	99 526,50
TOTAL	2 331 179,00	2 000 000,00	828 500,70	171 499,30	0,00	50%	1 000 000,00
Dotation prévisionnelle maximum région							1 000 000,00

TABLEAU - Modifié

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION TTC			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2021	2022	2023	Taux %	Montant en €
Réhabilitation de la cuisine centrale	799 189,00	370 266,00	0,00	0,00	185 133,00	50%	185 133,00
Création d'un centre municipal de santé dans les locaux de l'ancienne Trésorerie Principale	891 586,00	748 220,00	299 288,00	74 822,00	0,00	50%	374 110,00
Aménagement locaux Place Eymard Duvernay	596 507,00	596 507,00	238 602,80	59 650,70	0,00	50%	298 253,50
Réfection des vestiaires du Centre Technique Municipal	100 000,00	85 954,00	42 977,00	0,00	0,00	50%	42 977,00
Réfection et renforcement de la toiture de la Maison des Services Publics	199 053,00	199 053,00	99 526,50	0,00	0,00	50%	99 526,50
TOTAL	2 586 335,00	2 000 000,00	680 394,30	134 472,70	185 133,00	50%	1 000 000,00
Dotation prévisionnelle maximum région							1 000 000,00

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Montereau-Fault-Yonne, le
 Pour la commune de Montereau-Fault-Yonne
 Le maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
 Pour la Région Île-de-France
 La présidente du conseil régional

James CHERON

Valérie PECRESSE

Annexe 6 - Fiche projet modifiée EX028039 Asnières-sur-Seine

DOSSIER N° EX028039 - CAR - REQUALIFICATION DE L'HYPER-CENTRE ET RECONSTRUCTION DE LA HALLE DU MARCHÉ DE LA PLACE DES VICTOIRES - ASNIERES-SUR-SEINE (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
Montant total de la subvention			700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE
Adresse administrative : 1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92004 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mars 2018 - 9 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des honoraires et des travaux est à prendre en compte dans le cadre de la modification de périmètre du projet initial approuvé en commission permanente du 16 mars 2018 (CP2018-138).

Description :

La commune d'Asnières-sur-Seine (86 512 habitants - Insee 2015) propose l'opération de démolition et de reconstruction de la halle du marché de la Place des Victoires qui constitue la première phase du projet de requalification de l'hypercentre, la seconde phase correspondant à la création d'un parking souterrain et à l'aménagement des abords, n'étant plus prise en charge au titre de la présente subvention.

Le projet doit répondre à deux objectifs : modifier la structure des halles de marché traditionnel dans une optique contemporaine et s'insérer dans un centre-ville déjà encombré par le bâti existant.

Le nouvel espace sera positionné entre l'hôtel de ville et la place de l'église pour générer une nouvelle centralité urbaine à Asnières-sur-Seine. La parcelle du marché et de la place des Victoires est redessinée afin d'agrandir les espaces publics au maximum pour en faire un lieu de vente mais aussi d'échanges et de convivialité.

À terme, une configuration optimisée du marché avec une répartition équilibrée entre commerçants accueillera 673 ml d'étals : les commerçants alimentaires, les commerçants (volants) sur la place

extérieure à l'est et sur la rue Duchesnay, les services complémentaires (café-bistrot, avec terrasse, salle de restauration, ateliers associatifs...), une conciergerie ou consigne automatique, un espace connecté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail de calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 17 400 000 € HT, plafonné à 1 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DES TRAVAUX	8 653 536,00	91,47%
HONORAIRES	908 621,00	8,53%
Total	9 562 157,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	700 000,00	6,41%
FONDS D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN	500 000,00	4,58%
DEPARTEMENT (92)	3 500 000,00	41,21%
COMMUNE	4 862 157,00	45,97%
Total	9 562 157,00	100,00%

Annexe 7 - Réaffectation subvention "Maison des arts et de l'artisanat" rattachée au contrat régional de Briis-sous-Forges

<p align="center">AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE REALISATION DE L'OPERATION « CONSTRUCTION D'UNE MAISON DES ARTS ET DE L'ARTISANAT » INSCRITE AU CONTRAT REGIONAL DE BRIIS-SOUS-FORGES (91)</p>

La Région Ile-de-France, sise 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Briis-sous-Forges sise place de la libération à Briis-sous-Forges (91640), représentée par son maire Monsieur Emmanuel DASSA, en vertu de la délibération du conseil municipal du

ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

PREAMBULE

Par délibération n° CP 10-568 du 10 juillet 2010, la commission permanente a approuvé le contrat régional de la commune de Briis-sous-Forges (91) comprenant l'opération n° 09005898 « construction d'une maison des arts et de l'artisanat » pour un montant de 201 466,07 € dont l'autorisation de programme a été affectée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015. Cette opération a fait l'objet d'une convention de réalisation signée le 17 février 2015.

Deux acomptes pour un montant total de 57 403,16 € ont été versés à la commune en 2019 et 2023. L'allongement de la durée de l'opération en raison des difficultés rencontrées sur le chantier n'a pas permis à la commune de solliciter le solde de la subvention dans les délais conventionnels prévus, soit avant le 18 janvier 2023.

La commune de Briis-sous-Forges a saisi le médiateur du conseil régional d'Île-de-France afin que sa demande de versement de solde de subvention soit réexaminée par la région.

Suite à l'avis du médiateur, la commission permanente du conseil régional a décidé, par délibération n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023 de réaffecter le solde de la subvention en faveur de la commune de Briis-sous-Forges dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération », le solde de la subvention régionale pour l'opération « construction d'une maison des arts et de l'artisanat » telle que figurant dans la fiche-projet ci-annexée est versé à la commune de Briis-sous-Forges pour un montant maximum de 144 062,91 €.

Article 2 :

Les autres stipulations de la convention de réalisation non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Briis-sous-Forges, le
Pour la commune de Briis-sous-Forges
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Emmanuel DASSA

Valérie PECRESSE

DOSSIER N° 23006605 - REPRISE OPERATION - CONSTRUCTION D'UNE MAISON DES ARTS ET DE L'ARTISANAT - BRIIS-SOUS-FORGES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	411 608,31 € HT	35,00 %	144 062,91 €
	Montant total de la subvention		144 062,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91640 BRIIS SOUS FORGES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur EMMANUEL DASSA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2022 - 28 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015 pour prise en considération des dépenses à compter de la date de notification du nouveau marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :

Dans le centre-ville de Briis-sous-Forges, situé au 19 rue de l'Armée Patton, la Maison des Arts et de l'Artisanat occupera un ancien corps de ferme que la commune a acquis en 2004 et qui est classé à l'inventaire du patrimoine départemental.

Les travaux vont consister à réhabiliter entièrement le bâtiment pour y créer :

- des ateliers d'artistes,
- des salles de cours,
- une salle d'expositions,
- des locaux communs (tisanderie, toilettes, bureau...).

Des matériaux nobles seront utilisés notamment le bois. Le chauffage des bâtiments sera fait par pompe à chaleur.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des dépenses restant à engager par la collectivité pour présentation du solde s'élève à 411

608,31€ HT. Le montant de la subvention, correspondant au solde, est de 144 062,91€ soit 35%.

Localisation géographique :

- BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	411 608,31	100,00%
Total	411 608,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	144 062,91	35,00%
COMMUNE	267 545,40	65,00%
Total	411 608,31	100,00%

Annexe 8 - Réaffectation subvention "Construction d'un café citoyen" rattachée au contrat régional de Briis-sous-Forges

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE REALISATION DE L'OPERATION « CONSTRUCTION D'UN CAFE CITOYEN » INSCRITE AU CONTRAT REGIONAL DE BRIIS-SOUS-FORGES (91)

La Région Ile-de-France, sise 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-213 du 5 juillet 2023

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Briis-sous-Forges sise place de la libération à Briis-sous-Forges (91640), représentée par son maire Monsieur Emmanuel DASSA, en vertu de la délibération du conseil municipal du

ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

PREAMBULE

Par délibération n° CP 10-568 du 10 juillet 2010, la commission permanente a approuvé le contrat régional de la commune de Briis-sous-Forges (91) comprenant l'opération n° 09005900 « construction d'un café citoyen » pour un montant de 115 081,53 € dont l'autorisation de programme a été affectée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015. Cette opération a fait l'objet d'une convention de réalisation signée le 15 février 2015.

Deux acomptes pour un montant total de 13 632,73 € ont été versés à la commune en 2019 et 2023. L'allongement de la durée de l'opération en raison des difficultés rencontrées sur le chantier n'a pas permis à la commune de solliciter le solde de la subvention dans les délais conventionnels prévus, soit avant le 18 janvier 2023.

La commune de Briis-sous-Forges a saisi le médiateur du conseil régional d'Île-de-France afin que sa demande de versement de solde de subvention soit réexaminée par la région.

Suite à l'avis du médiateur, la commission permanente du conseil régional a décidé, par délibération n° CP 2023-213 en date du 5 juillet 2023 de réaffecter le solde de la subvention en faveur de la commune de Briis-sous-Forges dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Dans le cadre de « disposition pour achèvement d'opération », le solde de la subvention régionale pour l'opération « construction d'un café citoyen » telle que figurant dans la fiche-projet ci-annexée est versé à la commune de Briis-sous-Forges pour un montant maximum de 101 448,80 €.

Article 2 :

Les autres stipulations de la convention de réalisation non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Briis-sous-Forges, le
Pour la commune de Briis-sous-Forges
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Emmanuel DASSA

Valérie PECRESSE

DOSSIER N° 23006599 - REPRISE OPERATION - CONSTRUCTION D'UN CAFE CITOYEN - BRIIS-SOUS-FORGES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	289 853,71 € HT	35,00 %	101 448,80 €
	Montant total de la subvention		101 448,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91640 BRIIS SOUS FORGES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur EMMANUEL DASSA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2022 - 28 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP 15-091 du 29 janvier 2015 pour prise en considération des dépenses à compter de la date de notification du nouveau marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :

La grange est située en coeur de ville, dans le prolongement de la maison des arts et de l'artisanat et à proximité de la mairie, de la salle communale et de la maison des jeunes et de la vie associative, dans une zone piétonne reliant la place de la Libération à la zone commerçante.

Les travaux consisteront à réhabiliter ce bâtiment et l'espace de la salle principale de 37 m², en l'agrandissant avec une mezzanine d'environ 45 m² à l'intérieur. Une extension à l'arrière sous une verrière translucide avec une structure bois d'environ 35 m² est également prévue.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des dépenses restant à engager par la collectivité pour présentation du solde s'élève à 289 853,71€ HT. Le montant de la subvention, correspondant au solde, est de 101 448,80€ soit 35%.

Localisation géographique :

- BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	289 853,71	100,00%
Total	289 853,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	101 448,80	35,00%
COMMUNE	188 404,91	65,00%
Total	289 853,71	100,00%